

é qu'il est à n'avoir confiance qu'en lui-même. Il d'ailleurs des événements, il se flatte d'en être sans devoir employer la violence. L'ordre est entre les deux fils, le prince d'Orange et le prince de Saxe. Il leur suffira sans nul doute de se sur en imposer aux têtes chaudes et rétablir l'ordre. Mais n'est besoin de leur tracer leur conduite en flit, puisqu'un conflit est trop improbable et leurs une provocation trop directe à la coupe qu'il faille y songer.

Les députations de Bruxelles et de Liège quittèrent La Haye en même temps que les députations de Bruxelles envoyée au roi : ils la prirent par un chemin. Les directions étaient différentes; mais le même. Des deux côtés on voulait éviter de se voir : le roi, en se ramenant le peuple, le peuple, évitant le roi. Mais ni l'une ni l'autre de ces tentatives ne réussit. Elles échouèrent en même temps, et eurent pour résultat de hâter la catastrophe qui leur était destinée à écarter.

Le roi reçut les députations de Bruxelles et de Liège. A l'exposé de leurs griefs, à leurs accusations contre les ministres, il ne répondit qu'en objectant la situation de la capitale et l'impossibilité de capituler devant une armée qui avait résolu de convoquer les États-Généraux, et de juger de la nécessité d'une révision de la constitution. Il lui était impossible en attendant de recevoir « le pistolet sur la gorge ». Il fallait avant que les princes entrassent à Bruxelles à la tête de leurs armées cesser ainsi « l'état apparent d'obsession » dans lequel pouvait céder sans donner un exemple pernicieux à toutes les autres villes du royaume ». Au reste, de son horreur à faire couler le sang de ses sujets. Mais cette protestation, si sincère qu'elle fût, ne pouvait servir qu'à voir qu'il s'y résignerait au besoin. Bref, la convention fut l'entente dont s'étaient flattés les députés dès les premiers mots de la conversation. Ils ne pouvaient d'ailleurs que le langage du roi était le seul à tenir. Parler autrement qu'il le fit, c'eût été encourager l'insurrection. Il ne se doutait pas qu'il même où il exigeait qu'elle s'inclinât devant elle obligeait ses fils à s'incliner devant elle.

LE PRINCE D'ORANGE DEVANT BRUXELLES. Les députations, faisant diligence, étaient arrivées à Vilvorde de Bruxelles, dès la soirée du 30 août. Elles étaient de 6.000 hommes de troupes et d'une vingtaine de bataillons, auxquels eût pu se joindre la garnison de la ville qui continuait à bivouaquer autour du palais. Un coup de force leur eût-il livré la capitale. Ils ne voulaient y entrer qu'en pacificateurs. Le roi comptait sur le prestige personnel dont il jouissait si longtemps. Son caractère glorieux lui donnait l'occasion de jouer un beau rôle. Dès qu'il convoquait à son quartier-général le duc de Saxe et le chef de la garde bourgeoise d'Hoogvorst. Il s'étonna de les voir arriver avec plusieurs officiers de la garde et tous ceints de rubans aux couleurs brabançonnaises. Il le prit tout au premier abord pour un homme d'État. Puis, suivant son habitude, il céda à sa bonne grâce coutumière. Il affecta de n'attribuer aux derniers jours qu'à l'exubérance de l'âge égarée ». Il ferait le lendemain son entrée

dans la ville, à la tête de ses soldats; tout serait oublié; il demandait seulement que l'on s'abstint d'exhiber sur son passage des « insignes non légaux ». La députation rapporta cette réponse à l'hôtel de ville.

A peine connue, elle provoqua dans la population un sursaut de fureur. Permettre l'entrée des troupes, n'était-ce pas, en effet, renoncer du même coup à l'autonomie reconquise pour retomber sous le joug hollandais? Ni la garde, ni les habitants ne balancèrent un moment. Plutôt que de céder aux exigences du prince, ils étaient prêts à la lutte. L'exemple de Paris montrait la conduite à suivre. Fièvreusement, les plus ardents commençaient à dépaver les rues et à élever les barricades. Sous la direction d'anciens soldats de Napoléon, ouvriers et bourgeois travaillaient d'un même cœur. A toutes les fenêtres se montrait le drapeau brabançon. La résolution de combattre était si évidente et si unanime, que le ministre d'Autriche, affolé, prenait la fuite avec son collègue d'Espagne.

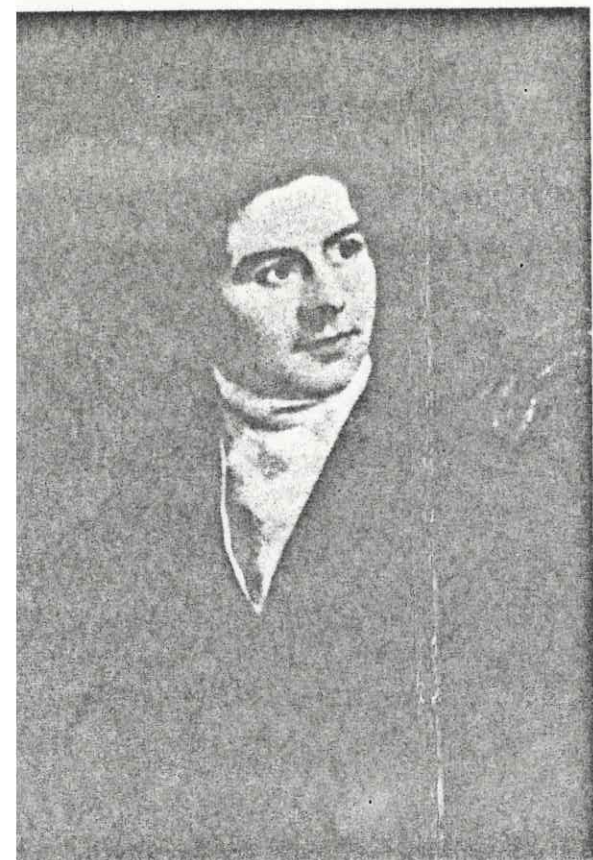
Pourtant une nouvelle députation s'acheminait vers le prince. Ce qu'elle lui dit le fit réfléchir. La joyeuse entrée qu'il se promettait quelques heures plus tôt serait donc une sanglante bataille de rues. Ses soldats réussiraient-ils mieux que ne l'avaient fait les vétérans de Charles X. Quelle perspective d'ailleurs, pour un prince royal, que de mitrailler sa capitale! Et puis, ne serait-il pas désavoué par son père? Sa mission ne consistait qu'à rétablir l'ordre. Avait-il le droit de tirer? Fallait-il demander des instructions à La Haye et, après avoir promis tout à l'heure d'entrer dans la ville, se résigner à attendre devant ses portes? Il était brave. La perspective de payer de sa personne le séduisit. Il promit qu'il arriverait le lendemain et entrerait seul dans Bruxelles, pourvu que la députation répondît de sa sûreté.

LE PRINCE D'ORANGE A BRUXELLES. — Le lendemain, en effet, suivi de quelques officiers d'ordonnance, il se présentait au pont de Laeken (33). De ce point jusqu'à l'hôtel de ville, la garde civique était alignée le long des rues, les bourgeois en habit noir, les gens du peuple en blouse bleue. De distance en distance, des bouchers pourvus de leurs haches jouaient le rôle de



(Neufchâteau, Hôtel de ville.)

Drapeau remis après la Révolution aux volontaires de Neufchâteau.



South Marston Manor, collection major Bates van de Weyer.)
Sylvain van de Weyer (Louvain, 1802-Londres, 1874).
Portrait par Ramsay-Richard Reingaie (1775-Chelsea, 1862). Le portrait
est daté, mais la jeunesse du modèle permet de supposer que Reingaie
a peint au début de la mission diplomatique officielle de van de
Weyer à la cour de Saint-James, soit vers 1832.

Cà et là, des groupes de paysans étaient armés. Derrière le cordon des gardes se pressait la foule, aux façades des maisons, les trois brabançons revêtaient la ville d'une livrée révoir. Un sombre silence régnait. Quelques cris de « Vive le prince » furent aussitôt étouffés sous les sifflets. Le prince, pâle mais résolu, s'enfonçait dans la foule. Derrière lui, les flots se refermant, l'emprisonnaient. Ses traits et son amabilité ne rencontraient que visages tendus. Il s'efforçait à faire bonne mine et, de la main, causant avec son entourage, consentant à crier « Vive la liberté », pourvu qu'on criât « Vive le roi ». A le voir ainsi, abandonné et visiblement épuisé, des femmes pleuraient. Son supplice dura jusqu'à l'entrée de la ville, où il fut harangué par la Régence. La foule devenait houleuse. Sur la place de Ruysse, le prince, se croyant en péril, éperonna tout à coup sur son cheval et, sautant par-dessus les barricades, se fit abattre jusqu'au palais. On ne le poursuivit qu'au milieu des troupes hollandaises, sa personne étant protégée par sa sûreté. Mais il n'en avait pas moins perdu la tête par sa conduite. En entrant dans la ville il avait encouragé l'insurrection et pactisé avec elle. Tout ce qu'il avait voulu faire, et il allait l'essayer, c'était de mettre sa personne à l'abri sous une équivoque. Au lieu de se remettre des émotions de la matinée, il convoquait de lui une commission composée du gouverneur

Régence sortis de leurs cachettes, du duc d'Arenberg, du duc d'Ursel, du général d'Aubremé et du baron d'Hoogvorst. Il ramenait ainsi au jour les autorités officielles qui, depuis le 25 août, s'étaient si prudemment éclipsées. Mais à côté d'elles, il plaçait le chef de la garde bourgeoise. La proclamation qu'il lança affectait, il est vrai, de ne considérer la garde que comme un auxiliaire bénévole du gouvernement. Il la remerciait au nom du roi d'avoir rétabli l'ordre et la faisait féliciter par le pauvre bourgmestre, du zèle infatigable qu'elle avait montré et d'avoir pris les armes « dans un but si louable ». Le voile était prudemment jeté sur tout le reste. Dans cette ville où le palais était le seul édifice qui n'arborât pas les couleurs brabançonnées, le prince parlait comme si chacun n'eût en vue que le service royal. Il donnait sa parole que les troupes n'entreraient pas à Bruxelles et promettait de prendre, d'accord avec la commission, « les mesures nécessaires pour ramener le calme et la confiance ».

Subrepticement, le régime légal allait être restauré et l'insurrection déjouée. Le peuple s'en aperçut tout de suite. Il n'avait pas dépossédé les autorités pour leur permettre, sous le couvert du prince d'Orange, de reprendre leurs fonctions, ni rompu avec le gouvernement pour se laisser ramener sous son pouvoir. Il ne se refusait pas à une entente, mais à condition d'y prendre part et de délibérer d'égal à égal. Il fallut bien lui ouvrir le cénacle dont on avait cherché à l'exclure et se résigner à reconnaître l'existence de cette révolte que l'on se proposait, si l'on peut ainsi dire, d'escamoter. Dès le lendemain, deux nouveaux membres entraient dans la commission pour l'y représenter : un vieux jacobin, Rouppe, et un jeune libéral, Sylvain van de Weyer.

Mais déjà la situation avait changé. Le soir du premier septembre, les délégués envoyés auprès du roi étaient rentrés à Bruxelles. On apprenait que leur mission avait échoué, qu'aucune concession n'avait été faite, aucune promesse donnée et qu'il fallait s'en remettre à la décision des Etats-Généraux. A l'opinion surexcitée s'imposait donc un nouveau délai. Passe encore s'il eût autorisé quelque espoir ! Mais il était trop évident que les Belges n'avaient rien à attendre en suivant la voie légale. Les renvoyer aux Etats-Généraux, c'était les soumettre au bon plaisir des Hollandais qui y possédaient la moitié des sièges. En ce moment décisif, l'absurdité de la constitution s'affirmait aussi flagrante que révoltante. Puisque l'unité du royaume imposait à la majorité de la nation le joug de la minorité, il n'était pas possible d'en tolérer plus longtemps l'existence. L'affranchissement de la Belgique était à ce prix. La dignité et la justice ne lui permettaient pas de se sacrifier au maintien de l'Etat hybride qui l'opprimait. La séparation des deux parties du royaume que dès 1815 les esprits les plus clairvoyants avaient prévue, et dont de Potter avait récemment menacé le gouvernement, apparaissait maintenant comme la solution inévitable du conflit. Elle seule pouvait encore empêcher la guerre civile et la révolution. Elle devenait l'ultimatum des partis, le programme *minimum* de leurs revendications. A l'agitation confuse des derniers jours, elle assignait le but auquel il fallait tendre. Il n'y avait plus d'autre alternative que de l'obtenir ou de combattre. Et des symptômes menaçants montraient qu'il fallait se hâter. La population était houleuse. On avait brûlé dans les rues le rapport du roi. Des

nents tumultueux se formaient, que la garde bourgeoise parvenait qu'avec peine à disperser. Ses chefs avaient à craindre pour la sécurité du prince.

me s'épouvantait de la situation qu'il s'était faite. Avec qu'imprudent, il avait affronté le péril sans mesurer la grandeur et sans prévoir les conséquences. Il se sentait maintenant à la merci des républicains et ne songeait plus qu'à sortir du mauvais pas où il s'était jeté. Les pouvoirs officiels qu'il avait exercés autour de lui se dérobaient. Il s'épuisait en discussions compromettantes avec les députés aux provinces, avec les chefs de la garde, avec les restes des partis. Tous s'accordaient à lui affirmer le désir le plus ardent de la Belgique est la séparation complète entre les provinces méridionales et les provinces septentrionales, sans autre point de contact que la régence régnante. Quelques-uns même osaient le lui proposer d'ambitionner le titre de roi des Belges.

LE ROI CONSENTE A LA SEPARATION. — Depuis longtemps à Bruxelles au milieu de semelles, devenait impossible. Il accepta de remettre à son père les désirs du peuple « et de les lui faire valoir toute son influence ». Il laissa entendre qu'il était chargé de bonnes nouvelles et les chefs de la bourgeoisie lui promirent sur l'honneur de ne pas attendre, de changement de dynastie. Une fois qu'il apostilla des mots « conforme à la convention », la commission qu'il avait envoyée à son arrivée fut dissoute. Et il s'empressa d'emmenant avec lui la garnison et abandonnant aux chefs de l'insurrection à laquelle il s'était engagé, il se flatta de mettre fin par sa présence (3 septembre). On ne devait plus le revoir. Le seul résultat de la convention avait été de précipiter les événements, de briser la confiance des hommes qui les dirigeaient. Assurés de son appui, les plus modérés d'entre eux étaient plus de la solution pacifique de la crise. Ils disaient une proclamation, soyons calmes, soyons forts, et restons unis pour conserver et accroître notre force » (34).

Le calme qu'ils prêchaient était impossible. La victoire enflammait les esprits et ne permettait pas aux masses enfiévrées de contenir leur impatience. A Bruxelles, le mouvement se répandait dans les provinces. Les insurrections locales des premiers jours étaient en une même impulsion gravitant vers la même députation liégeoise venait mettre à la disposition « ses frères de Bruxelles tous les secours qui leur seraient nécessaires en hommes, fusils, munitions, artillerie ». Des localités voisines, des bandes accouraient s'offrir aux chefs de la garde bourgeoise. Le 1^{er} septembre, les premiers étaient arrivés. La Flandre s'associait aux autres provinces. Le drapeau tricolore flottait à Grammont, à Ninove, à Deynze; en se généralisant, les républicains devenaient les couleurs belges. Il y avait plus d'autres dans les provinces wallonnes. Le mouvement se réservait encore.

L'ordre est désormais la séparation du royaume. On croit plus à la possibilité du statu quo. C'est

tionnaires hollandais (35). L'impatience est d'ailleurs égale à la confiance. Un même espoir d'affranchissement et de liberté soulève le peuple et les jeunes démocrates de la bourgeoisie. A Liège surtout, l'enthousiasme déborde. Charles Rogier, endossant la blouse bleue, agit en tribun. La Commission de sûreté, désarmée, laisse faire. Il serait aussi dangereux de réprimer l'opinion déchaînée que de la laisser s'enervner dans l'attente. A Bruxelles même, la Régence écrit piteusement au roi « qu'elle adhère pleinement aux vœux des Belges » pour la séparation (36).

APPEL DU ROI A LA PRUSSE. — Mais quelle décision le roi va-t-il prendre? Il en cherchait une sans la trouver. Cet obstiné n'était pas un volontaire. Ecrasé par le sentiment de ses responsabilités envers l'Europe et envers son peuple, blessé dans son amour-propre, doutant pour la première fois de lui-même, il hésite et semble atterré. « Il n'a plus son air d'assurance, son air moqueur. On voit qu'il se sent humilié; il est entièrement à bas » (37). Un instant, au début des troubles, il avait compté sur l'aide de la Prusse. Le 28 août il suppliait Frédéric-Guillaume d'intervenir. Sans doute, il n'ignore pas que si l'armée prussienne entre dans les Pays-Bas, l'armée française y entrera aussi. Mais une guerre générale tranchera la question qu'il n'ose résoudre. Il se persuade qu'il appartient aux Puissances qui lui ont donné la couronne de le défendre à l'heure du péril.

Cependant la Prusse ne marchera pas sans l'Angle-



(Londres, National Portrait Gallery.)

Arthur Wellesley, duc de Wellington (Dublin ou Meath, 1769-Walmer



Musée Royal de l'Armée.)

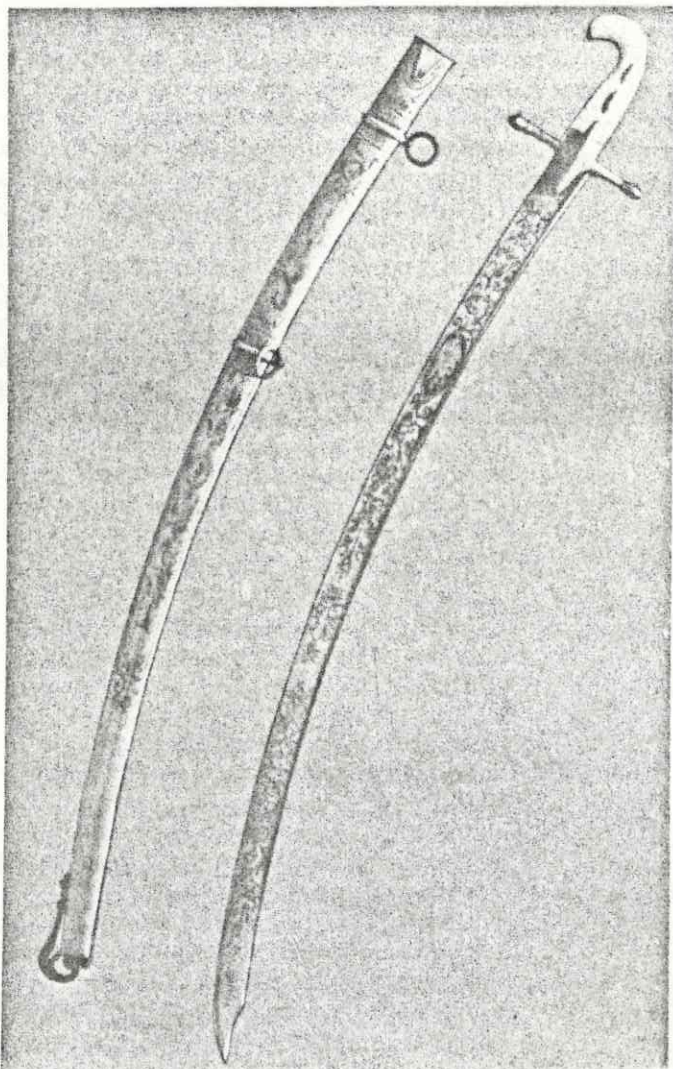
(Cliché Bijtebler.)

surtout, l'enthousiasme déborde. Charles Rogier, endossant leue, agit en tribun... » (Voyez le texte, p. 305.) — Blouse tricolore de Charles Rogier, commandant des volontaires livrés à Bruxelles le 7 septembre 1830, membre du Gouvernement provisoire et du Congrès national.

l'Angleterre est résolue à ne pas marcher. Wel- e veut ni rompre avec Louis-Philippe ni, à la élections dont dépend son ministère, provoquer libérale qui se prononce avec force en faveur s. S'il refuse au cabinet de Paris d'entreprendre n commune pour amener Guillaume à céder, il ant décidé à ne pas tirer l'épée en sa faveur. il ne croit pas que les Belges iront jusqu'à Europe et il ne les prend pas au sérieux. « Mes- Bruxellois, dit-il en riant, connaissent les traités a que nous, et ils ne voudront pas se faire con- sommettre par les Puissances alliées » (38). le voulaient certainement pas, mais ils le crai- ncore moins. Confiants dans l'aide immanquable nce en cas de conflit, l'idée d'une guerre générale rayait pas plus qu'elle n'effrayait le roi. Si sou- cours des siècles, le sort de la Belgique avait des rivalités internationales ! Pourquoi devraient- er leur liberté à la paix du monde ? Il ne tenait laume de la sauvegarder en leur faisant justice.

7 septembre, Frédéric-Guillaume s'excusait de ne pou- voir lui venir en aide.

A défaut de la solution militaire, restait la solution diplomatique. La constitution des Pays-Bas, découlant du traité des huit articles, il appartenait aux Puissances de prendre la responsabilité de sa révision. Elles se refuse- raient sans doute à y porter atteinte et le roi, fort de leur sentence et couvert par elles, n'aurait plus qu'à l'imposer aux Belges. Il suggéra dans cet espoir, au cabinet de Londres, de convoquer à La Haye une conférence des signataires du traité. Comme la France ne l'avait pas signé, elle serait exclue des délibérations, et c'était là le principal avantage de l'expédient. Car la complaisance du gouvernement français pour les Belges ne faisait pas de doute. En dépit de ses assurances officielles, il laissait franchir la frontière aux auxiliaires que Paris envoyait à Bruxelles et il ne répondait pas aux instances du cabinet de La Haye le pressant d'interdire à de Potter de rentrer en Belgique (39). En attendant que l'Europe mît fin à ses perplexités, Guillaume se décida pourtant à une con- cession qui dut lui être cruelle. Le 3 septembre, il acceptait la démission de van Maanen. Ce dur sacrifice venait trop



(Bruxelles, Musée Royal de l'Armée.)

(Cliché Bijtebler.)

Sabre et fourreau offerts le 4 novembre 1830 par la ville de Liège à Charles Rogier (Saint-Quentin, 1800-Saint-Josse-ten-Noode [Bruxel- 1830]).

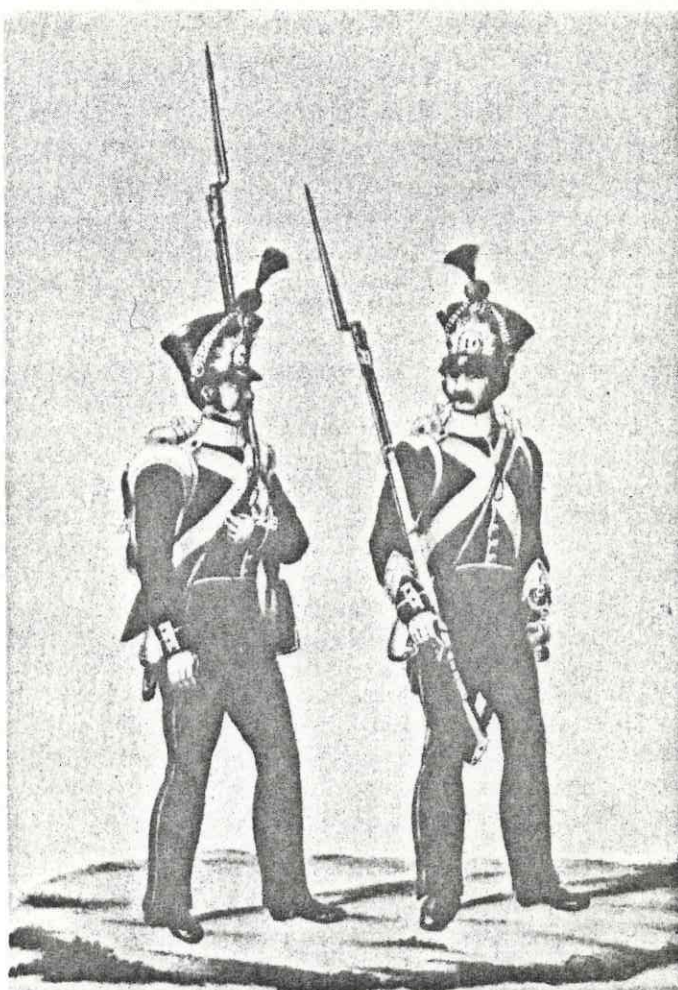
l'importait encore van Maanen à un peuple qui considérait comme accomplie sa séparation d'avec l'Espagne ?

L'excitation croissante de l'opinion ne permettait pas d'attendre que ses désirs devinssent une réalité. Les modérés, qui avaient promis au prince de demeurer dans l'expectative jusqu'à la dissolution des Etats-Généraux, étaient désormais débordés. Ce n'était pas une révolution et la révolution était com- mencee. Elle l'était puisque la volonté populaire s'arrogeait de disposer de la nation et se substituait à la loi. L'enthousiasme national s'alliait à l'enthousiasme démocratique et le gouvernement apparaissait doublement comme l'instrument de l'étranger et comme celui de la réaction. On le méprisait trop pour le redouter. On ne se souciait plus des autorités, et la facilité avec laquelle elles se laissaient déposséder attestait qu'elles avaient la séparation comme irrévocable.

MODERES DEBORDES PAR LES VIOLENTS. La révolution elle-même commençait à se dissoudre. Dès le 1er octobre, un manifeste était répandu parmi les troupes dans lequel les soldats belges « ne pas imiter « la poignée de soldats qui à Paris s'est couverte d'infamie en tirant sur les citoyens » (40), et tout de suite des bandes de soldats se mettaient à quitter les drapeaux. On apprenait que Louvain venait de chasser sa garnison (2 septembre).

De jour en jour, l'aspect de Bruxelles devenait inquiétant. Charles Rogier y entra le 7 septembre avec des volontaires liégeois, ouvriers pour la plupart, enthousiastes, pleins d'élan et d'ardeur révolutionnaire (41). Ils arrivaient pêle-mêle avec des Belges accourant de leurs compatriotes, des jacobins, des vagabonds, des aventuriers, des agents politiques, pêcheurs en eau trouble, entrepreneurs d'émeutes et maîtres des barricades. Les bandes indisciplinées sortaient des portes et commençaient des coups de feu avec les avant-postes belges. Et à ces provocations, le prince Frédéric, toulonné à Vilvorde, ne répondait que par la promesse de punir incessamment ses troupes.

Le manifeste du roi convoquant les Etats-Généraux le 3 septembre vint à souhait pour porter l'agitation à son comble. C'était provoquer l'opinion que de lui parler à tel moment, de la Loi fondamentale et des traités qu'on annonçait que les Etats allaient examiner « s'il y avait lieu à modifier les institutions nationales ». C'était le jeu des « agitateurs » que d'engager les « bons citoyens » à se séparer d'eux. En vain d'Hoogvorst s'efforçait de calmer l'effervescence et de conserver « cette position qui convient à notre belle position » (42); en vain dit-il au peuple la récompense prochaine « de son sacrifice », les têtes se montaient de plus en plus. On n'attendait d'ordres, on abattait les arbres des boulevards et on élevait de nouvelles barricades. Les soldats affluaient de plus en plus; ils trompaient leur ennui par l'agitation politique qui s'accroissait en ville. L'état-major de la garde bourgeoise s'effrayait de l'outrance. Le 8 septembre, il faisait afficher une proclamation, où tout en les remerciant de leur zèle, il leur disait « à suspendre momentanément leur marche et à se tenir prêts à voler au secours de leurs frères de Belgique si l'intérêt de la patrie l'exige » (43). L'attitude



(Amsterdam, Rijksmuseum.)

Soldat et caporal de l'infanterie hollandaise (1830).

Aquarelle colorisée anonyme extraite d'un album intitulé *Koninklijke Nederlandsche Armee 1830-1832*, s. I. folio (F.M. 6480 n° 28).

« d'exciter les bons ouvriers à se rassembler et à se porter à des excès », et il leur promettait du travail « pour faire disparaître le malaise qui est la conséquence nécessaire des événements qui viennent de se passer » (44).

Le moment était venu où le pouvoir qu'il avait lui-même usurpé allait glisser de ses mains. En prêchant la modération et la légalité, il semblait renier l'illégalité de ses origines et sa prudence, le rendant suspect, le discréditait. Pour se maintenir, il devait se transformer : il l'essaya. Le 11 septembre, avec l'assentiment de la Régence, les huit sections de la garde nommèrent une Commission de sûreté dans laquelle une place fut faite aux éléments les plus avancés de la bourgeoisie (45). Son programme dépassait de beaucoup celui d'un simple corps municipal. Elle ne prétendait pas agir pour Bruxelles seulement. Si elle avait à veiller au maintien de l'ordre, elle devait aussi s'occuper de la séparation du royaume. Elle fut la première institution nationale que provoqua le cours irrésistible des événements.

Depuis le début des troubles, les libéraux n'avaient cessé de jouer le rôle prépondérant. Beaucoup plus nombreux, mais plus conservateurs et plus timides, les catholiques les laissaient faire, se bornant à les soutenir de leur adhésion. Rien d'étonnant, dès lors, si l'influence de Paris se faisait sentir dans les agitations de Bruxelles. Con-

des libéraux, la révolution belge devait nécessairement s'inspirer de celle de juillet. La Commission n'est en somme qu'une réplique du gouvernement installé sous la présidence de La Fayette, à la l'avènement de Louis-Philippe.

LIBÉRAUX ET LA FRANCE. — L'analogie des événements explique suffisamment l'analogie des événements fut spontanée. Le cabinet de Paris n'eut rien à faire. Il s'abstint d'intervenir non seulement parce que son intervention l'eût brouillé avec l'Europe, mais parce qu'elle était inutile. « Ce ne sont pas de la France, écrit très justement Mercy-Argenteau, qui triompheront de nous (c'est-à-dire du gouvernement belge). Elle ne l'essayera même pas : ce sont ses principaux. Il n'y a pas de force contre cela, ni moyen d'arrêter » (46). Au reste, les libéraux belges étaient prêts, en cas d'échec, à s'unir à la France. Ils la considéraient, en quelque sorte, comme une position de repli, un refuge assuré. Et en cela, leurs alliés français ne les trompaient pas. « La presque totalité des libéraux, écrit le ministre d'Autriche, ne désire pas s'unir à la France. Mais si leurs désirs pour la conservation de leur constitution et leur séparation de la France se rencontraient une forte opposition et s'ils ne pouvaient être soumis par la force des armes, alors ils préféreraient devenir province française plutôt que de rester sous la domination de la Hollande » (47).

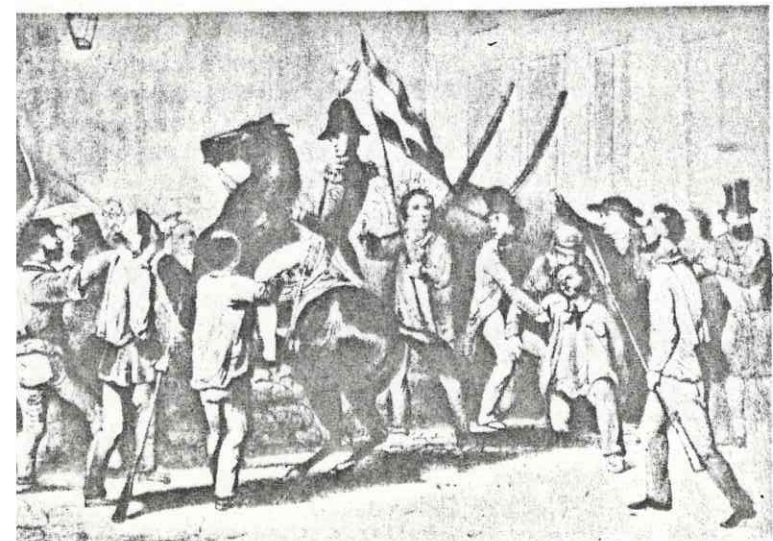
On ne saurait que l'on sait confirme l'exactitude de ces paroles. Le vœu général réclamait un gouvernement à la fois national et libéral : la liberté dans l'indépendance. Les fonctionnaires hollandais ni les ministres français, dont nous possédons les témoignages ne font que confirmer la réalité de l'existence d'un parti travaillant de toutes ses forces à l'élaboration d'un plan d'union en faveur de l'annexion à la France. Il est évident d'ailleurs que les républicains français qui voulaient forcer la main à Louis-Philippe et le lancer dans la guerre, trouvèrent en Belgique un certain nombre d'alliés, soit parmi les soldats et les fonctionnaires de l'armée, que Napoléon avait « ensorcelés », soit parmi

les impatients qui doutaient de la possibilité pour les Belges de l'emporter sur le gouvernement hollandais, soit parmi les exaltés auxquels la France imposait irrésistiblement son prestige. A peine installée, la Commission de sûreté s'inquiétait de leurs menées. Le 11 septembre, elle proclamait la nécessité « de faire converger les opinions et les efforts des citoyens vers un même but patriotique, en sorte qu'ils ne soient détournés de cet intérêt légitime par aucune influence étrangère » (48).

Ce n'était plus aux seuls Bruxellois qu'elle s'adressait. Elle voulait agir « de commun accord avec les autres villes », c'est-à-dire prendre la direction du mouvement national. Mais pour en assurer le succès, elle se voyait forcée à son tour de recommander le calme et la légalité. Comme d'Hoogvorst, elle se défiait des étrangers qui poussaient aux résolutions extrêmes. Elle les engageait à rentrer chez eux ou à se faire inscrire à l'hôtel de ville. Elle recommandait aux industriels de rouvrir leurs ateliers et, pour occuper les ouvriers que leur oisiveté livrait aux manœuvres des intrigants ou des impatients, elle décrétait des travaux à la porte de Hal et à la porte d'Anderlecht.

TENDANCES DEMOCRATIQUES ET REVOLUTIONNAIRES. — Cette prudence n'était plus de mise. A mesure que l'agitation se généralisait et attirait à elle la « populace », elle s'imprégnait de tendances démocratiques et républicaines. Ses promoteurs Rogier, Ducpétiaux, Gendebien, Lesbroussart, correspondaient avec de Potter et s'enthousiasmaient à l'idée de fonder la souveraineté du peuple. Ils se laissaient entraîner par les souvenirs de la Révolution française. Déjà des clubs s'ouvraient, où dans un langage renouvelé des Jacobins, on parlait d'arrêter les suspects, de prendre des mesures de salut public et de courir aux armes contre les « tyrans ». Un manifeste accusait le gouvernement de La Haye de pousser à la guerre civile. Il faut, disait-il, « aux résolutions fortes faire succéder l'action prompte et énergique », et il encourageait les Belges à voler au secours de Bruxelles, « généreuse cité qui la première arbora le drapeau tricolore à l'ombre duquel se fonderont et se consolideront nos libertés » (49).

Les nouvelles du pays entretenaient et augmentaient l'agitation. On apprenait qu'à Liège, quelques citoyens s'étaient emparés du fort de la Chartreuse (20 septembre), que le fort de Huy était tombé aux mains du peuple, qu'à Alost trois cents hussards avaient été désarmés par la foule, qu'à Mons, à Namur à Louvain, les esprits étaient aussi montés qu'à Bruxelles. Le Luxembourg, qui avait d'abord hésité, envoyait une députation chargée de réclamer la séparation du royaume. De plus en plus, les déserteurs affluaient de l'armée et le nombre des auxiliaires venus des provinces allait croissant de jour en jour. La Brabançonne récemment composée par Jenneval, remplaçait maintenant la Marseillaise. Il y était encore question du roi, mais du roi sommé d'obéir au peuple (50). Le maintien de la dynastie n'était



Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)

la foule devenait houleuse. Sur la place de Ruysbroeck, le prince, se croyant éperonné tout à coup son cheval... (Voyez le texte, p. 304.) — Le prince

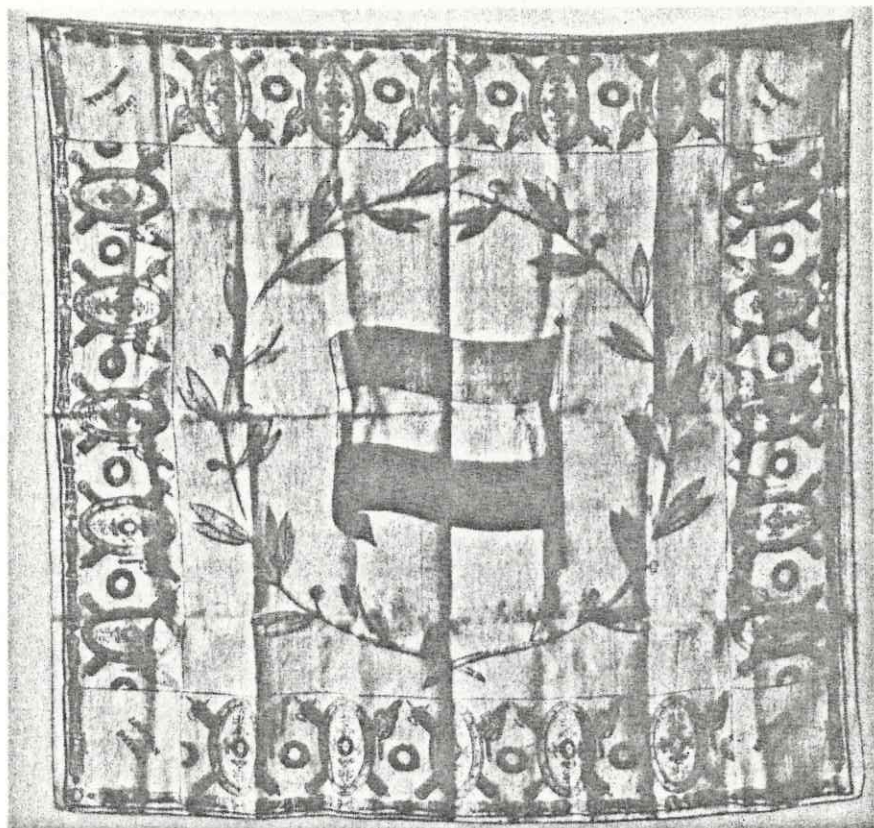
couronne à condition qu'elle sanc-
le fait accompli.

i, à la légalité dont la Commission
té s'efforçait encore de sauvegar-
apparences s'opposait nettement
révolutionnaire. Vis-à-vis du roi,
incés prenaient l'attitude qui avait
XVI^e siècle celle de Guillaume
ge vis-à-vis de Philippe II. Sans
formellement avec lui, ils étaient
à n'en pas tenir compte et à lui
r leur volonté. Aussi avaient-ils
s en œuvre pour empêcher les dé-
elges de se rendre à la session des
Généraux. La solution légale du
eût sans doute rallié les modérés
tué au gouvernement une influence
loutaient également les démocrates
patriotes les plus exaltés. Au point
en était arrivé, il n'était plus ques-
s'embarrasser de scrupules consti-
els, de Loi fondamentale et de res-
s traités. La souveraineté nationale
prononcée, et c'était la mettre en
que de se rendre à la convocation

s les députés se faisaient un point
eur de respecter la constitution.
modération s'effrayait d'ailleurs de
prise par les événements. Les
motifs qui détournaient les démo-
d'une pacification la leur faisaient
er. La séparation qu'ils voulaient
eux, ils ne voulaient y arriver que par la voie légale.
it des menaces et des injurgations, ils partirent. Les
mort et les injures qui les accueillirent à La Haye
ontrèrent qu'ils n'y arrivaient pas en représentants
aume, mais en ennemis. Ce n'étaient plus des partis,
it deux peuples qui allaient s'affronter dans la salle
ats. Le discours du trône qui ouvrit la session le
embre détonna par son style officiel et ambigu. Rien
s maladroit que l'affectation qu'il mettait à cacher
essité inéluctable de la séparation et à faire l'apo-
lu gouvernement au moment même où il venait de
quer une révolution. Cette révolution, le roi, il est
y voyait qu'une « émeute » (*oproer*) devant la-
il se déclarait décidé à ne pas plier. Et cette menace,
les tergiversations dont il n'avait cessé de faire
depuis le 25 août, trahissait bien plus son désarroi
n énergie. Son but n'était d'ailleurs que de gagner
ps grâce à la lenteur de la procédure parlementaire
réserver l'avenir.

ETATS-GENERAUX VOTENT LA SEPARA-

— Les débats se déroulèrent au milieu des pas-
qu'attisaient encore les nouvelles arrivées de Bel-
Pendant que les députés délibéraient, le roi devoi-
n jeu, faisait attaquer Bruxelles par le prince Fré-
Manifestement, ce n'était point des Etats mais de
upes qu'il attendait la réponse au discours du trône.
sillades du Parc en décidèrent et les Etats ne firent
tifier la victoire des « émeutiers » dont le roi quel-



(Bruxelles, Musée communal, ancienne collection Desamblanx.)

(Cliché Bijtebier.)

Mouchoir patriotique aux couleurs nationales (1830).

Les trois couleurs nationales sont disposées dans le sens horizontal, la hampe à droite. Aux quatre coins : LOUVINS (*sic*), PATRIE — BRUXELLES, LIBERTE — MONS, INDEPENDANCE — LIEGE, ORDRE PUBLIC. Le motif décoratif propose un bouclier sur un faisceau et une épée croisés.

tembre, ils se prononcèrent par 55 voix contre 43 pour la séparation des deux parties de l'Etat. Les députés belges poussèrent le scrupule jusqu'à prendre part à ce vote. A la date où il fut émis il n'était plus qu'une formalité vide de sens, la dernière manifestation d'une assemblée expirante. Le royaume des Pays-Bas avait vécu. La compétence des Etats-Généraux ne s'étendait plus en fait qu'à la Hollande.

Leur convocation avait hâté la rupture qu'elle devait éviter. L'espoir même qu'elle inspirait aux modérés et aux timides avait poussé aux extrêmes, chez les avancés, l'impatience d'en finir et de couper les ponts. Les réticences et l'ambiguïté du discours du trône, dont le texte fut connu à Bruxelles dans la soirée du 14 septembre, avaient renforcé leur influence et découragé leurs adversaires. Que pouvaient-ils répondre encore à ceux qui accusaient le roi de tromper l'opinion et de préparer la guerre, et le prince d'Orange d'avoir menti en se portant fort des intentions de son père? Le soir même, au milieu d'un banquet offert aux officiers des volontaires liégeois, Rogier faisait crier aux armes. Au dehors, la foule s'ameutait; on brûlait le discours royal et il fallut que la garde bourgeoise déblayât les abords de l'hôtel de ville où la Commission de sûreté siégeait en permanence.

Les troubles s'aggravèrent le lendemain. Les Liégeois, suivis par des bandes d'étrangers auxquels s'adjoignent les démocrates de Bruxelles conduits par l'avocat Ducpétiaux, exigent la constitution d'un gouvernement provisoire. Le club de la salle Saint-Georges vote une adresse

AVIS.

ques malveillans excitent les bons ouvriers de cette ville à se bler et à se porter à des excès. Nous croyons devoir annoncer que toute tentative de cette nature sera prévenue.

Autre côté, rien ne sera négligé pour assurer immédiatement le travail aux ouvriers desœuvrés et pour faire disparaître la misère qui est la conséquence nécessaire des événements de se passer.

Quartier-Général de l'Hôtel-de-Ville, le 10 Septembre 1830.

Le Commandant en chef de la Garde Bourgeoise,
Baron VANDERLINDEN D'HOOGHVOORST.

(collection vicomte Ch. Terlinden.)

(Cliché Bijteler.)

apposée sur les murs de Bruxelles le 10 septembre 1830 et dénonçant les excès auxquels se portent « quelques malveillans » (sic).
est signée par le commandant en chef de la garde bourgeoise, van der Linden d'Hoogvorst.

ration n'est pas immédiatement décidée. L'anarchie ne s'empare de la ville livrée aux auxiliaires qui tentent à y affluer du dehors. Les impôts ne rentrant à la caisse communale est vide et la Société Générale à la Commission de sûreté l'avance de quelques milliers de florins. Cependant, l'audace des Liégeois ne cesse de croître. Le 19, ils vont faire le coup de feu contre les Hollandais postés à Tervueren et à Vilvorde, s'emparant des chevaux de la « maréchaussée » et arrêtent l'armée d'Amsterdam. La Commission de sûreté qu'ils leur infligent un blâme. C'en est assez pour l'accusent de trahison et marchent tambour battant à l'hôtel de ville, entraînant à leur suite des bandes de pillage. La nuit se passe en agitations et en clameurs. Hoogvorst tente vainement de ramener le calme; son autorité ne suffit plus à en imposer. Aucun chef ne possède d'autorité pour dominer les événements: ils échappent à toute direction, passant plus qu'à l'impulsion des plus fougueux. Au matin du 20, la garde bourgeoise se laisse désarmer par la foule, abandonne ses postes et cède ses fusils. La Commission de sûreté se dissout; l'hôtel de ville est envahi et le peuple est maître de Bruxelles.

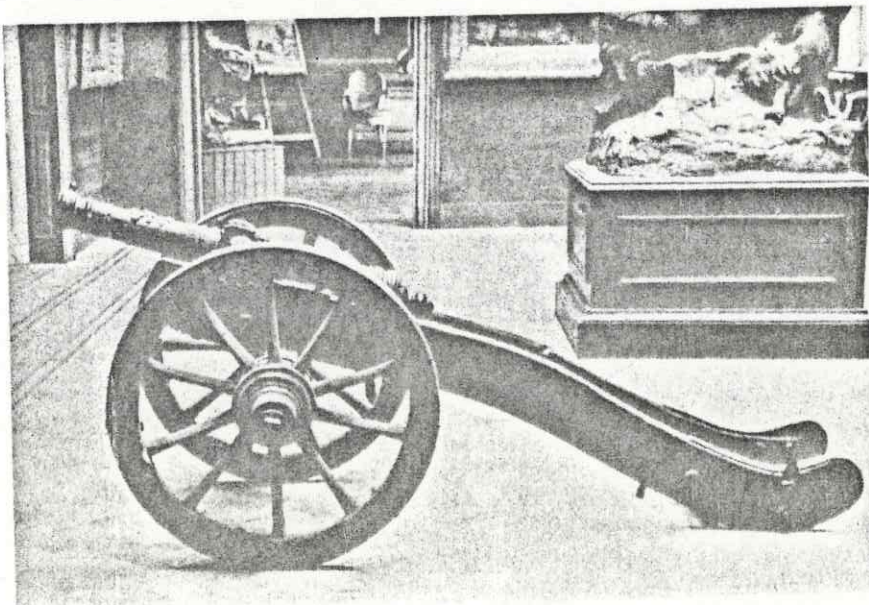
La ville courue par des bandes armées définitivement bon ordre le long des rues où les boutiques ont clos leurs fenêtres. La ville présente un aspect formidable. Nul pillage; les vainqueurs ne se livrent pas évidemment qu'à la lutte. Aux derniers jours succède un calme impressionnant. Le club Saint-James, où se rassemblent les chefs du mouvement, cherche à organiser un gouvernement provisoire. Des noms sont proposés parmi les masses, discutés dans les réunions, inscrits sur les drapeaux des

van de Weyer pour Bruxelles, d'Oultremont et Raikem pour Liège, de Stassart pour Namur, Gendebien pour Mons, van Meenen pour Louvain, de Potter pour Bruges, et le choix de ces hommes, presque tous démocrates ou passant pour tels, est caractéristique. Mais, au milieu de l'émotion générale, comment procéder à des élections? On vit dans la fièvre et dans l'attente. Des bruits de toute sorte circulent. On raconte que dix mille gardes nationaux accourent de Paris, que le général Exelmans a passé la frontière. Seul d'Hoogvorst installé à l'hôtel de ville représente encore un semblant d'autorité au milieu de l'insurrection que la rapidité de son triomphe et l'absence de chefs font s'agiter en remous confus.

L'ANARCHIE A BRUXELLES. —

Le moment est venu qu'espérait le roi. Il a prévu qu'en durant, l'agitation sombrerait dans l'anarchie et lui fournirait l'occasion qu'il attend. Il sait que parmi les

modérés beaucoup lui reviennent, et que la terreur d'une révolution sociale les détourne de la révolution politique. Les revendications des ouvriers épouvantent les fabricants. La séparation violente des deux parties du royaume les menace d'ailleurs de perdre le marché des Indes et la protection rémunératrice de la couronne. A Gand, dès le 8 septembre, la Chambre de commerce, la Société Industrielle, les quatre loges maçonniques pétitionnent en faveur de l'unité de l'Etat, et, le 13, leur exemple est imité à Anvers. De Bruxelles, des avis parviennent au prince Frédéric, le suppliant de profiter du désordre pour entrer dans la ville, l'assurant qu'il n'y rencontrera pas de résistance. De La Haye, l'ordre lui arrive de se préparer à marcher. Il concentre ses régiments à Vilvorde et, le 21, ses patrouilles de cavalerie se répandent aux alentours de la capitale. Une proclamation annonce son arrivée « à la demande



(Louvain, Musée communal.)

On voit dans le musée les armoiries des révolutionnaires en 1830 pour mettre en fuite les Hollandais.

des meilleurs citoyens » et promet un pardon généreux dont ne seront exclus que les étrangers et les fauteurs d'actes trop criminels.

Mais le même jour, le premier sang a coulé. Des Liégeois sortis à la rencontre de quelques partis de dragons ont vu tomber plusieurs de leurs hommes. La lutte est commencée et ses instigateurs sont décidés à la soutenir. Ils font demander des secours à Liège, à Louvain, à Wavre et jusque dans le Borinage. Des villages de la banlieue, où sonne le tocsin, des paysans se mettent en marche. Pendant que des familles aisées prennent la fuite, la ville se prépare au combat. On renforce les barricades, on en

construit de nouvelles. Les anciens militaires gradés sont invités à se présenter à l'hôtel de ville. On passe en revue les compagnies de volontaires parmi lesquelles figurent nombre de soldats en uniforme au milieu des blouses bleues. D'Hoogvorst abandonne le commandement de la garde bourgeoise mais continue à en porter le costume. De Louvain arrivent trois cents hommes conduits par Adolphe Roussel. Le bruit de la fusillade crépite en dehors des murs. Le 22, deux mille hommes ont tenté une sortie vers Dieghem. Les Hollandais ne sont plus qu'à une lieue de Bruxelles. Le 23, à huit heures un quart du matin, retentit le premier coup de canon annonçant leur attaque.



(Bruxelles, Musée communal.)

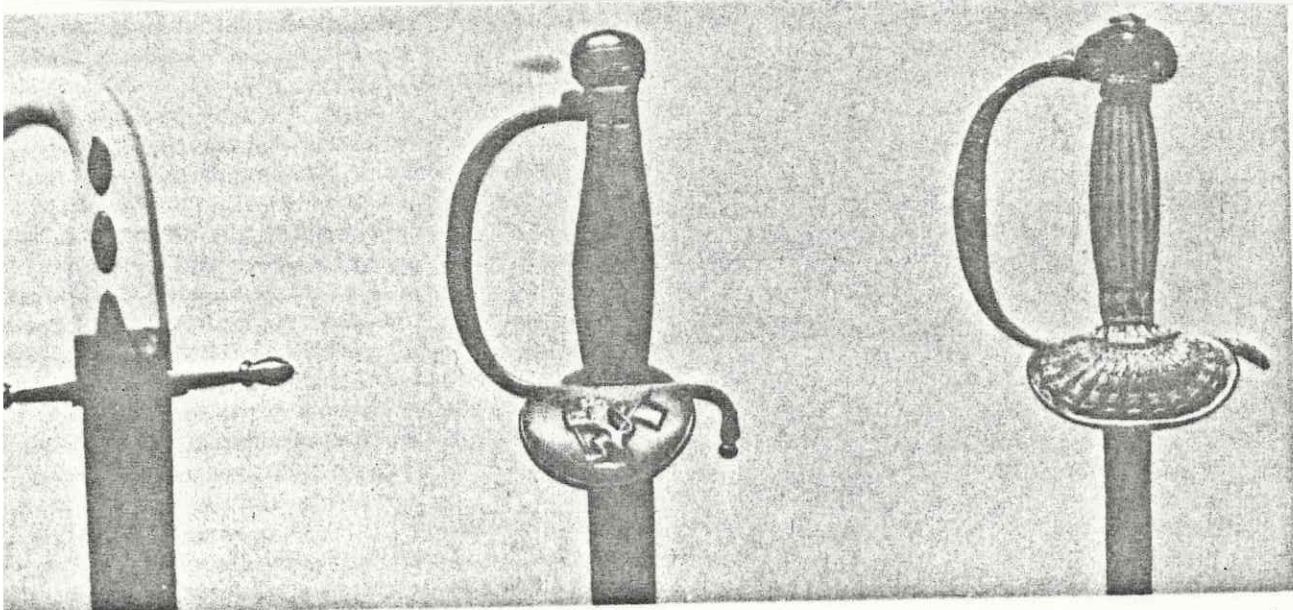
(Cliché Bijtebier.)

**Morceau de l'arbre de la Liberté planté en 1830 sur la place des Palais,
avec matrice de l'inscription.**

Réuni en comité secret le 28 juin 1876, le conseil communal de Bruxelles avait autorisé le collège échevinal à faire abattre l'arbre de la Liberté planté quarante-six ans plus tôt sur la place des Palais, devant le palais royal. En séance du 7 août de la même année, le conseil communal adopta la proposition du bourgmestre Anspach aux termes de laquelle cet arbre devait être débité en petits cubes marqués au feu et vendus au profit des pauvres de la ville.

NOTES

- (1) A partir de 1828, c'est ainsi que les ministériels désignent habituellement les jeunes libéraux.
- (2) Terlinden, *op. cit.*, t. II, p. 411.
- (3) *Gedenkstukken 1825-1830*, t. II, p. 663.
- (4) V. Tourneur, *Catalogue des médailles du royaume de Belgique*, t. I (1830-1847), p. 2, 3 (Bruxelles, 1911).
- (5) *Archives Générales du Royaume*. Chambres de commerce, n° 212.
- (6) De Gerlache, *op. cit.*, t. II, p. 34.
- (7) *Gedenkstukken 1825-1830*, t. I, p. 149, 174, 176, 179. Sur ces projets, voy. *ibid.*, p. 379, et H. T. Colenbrander, *De Belgische Omwenteling*, p. 148.
- (8) *Gedenkstukken*, *ibid.*, p. 329.
- (9) *Ibid.*, t. II, p. 673.
- (10) *Ibid.*, t. I, p. 436.
- (11) *Ibid.*, p. 145.
- (12) *Ibid.*, p. 172. Cf. *ibid.*, t. II, p. 745.
- (13) Terlinden, *op. cit.*, t. II, p. 379, 428.
- (14) Ad. Bartels, *Les Flandres et la Révolution belge*, p. 4, 6.
- (15) E. Discaillies, *Charles Rogier*, t. I, p. 181 (Bruxelles, 1892).
- (16) Voy. les lettres de Bagot dans *Gedenkstukken 1825-1830*, t. I, p. 59, 60, 61, 63.
- (17) A. Stern, *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815*. 2^e Abt., t. I, p. 75 (Stuttgart, 1905).
- (18) De Potter, *Souvenirs personnels*, t. I, p. 123. Cf. Juste, *Révolution belge*, t. II, p. 189. De Bavay, *Histoire de la Révolution belge*, p. 140, attribue aux excitations françaises une importance tout à fait exagérée. L'homme le plus influent du mouvement révolutionnaire belge, Louis de Potter, était foncièrement partisan de l'indépendance. Il n'est pas douteux qu'il eût dévoilé dans ses *Souvenirs personnels*, si médisants à l'égard de ses anciens collaborateurs, les projets annexionnistes de ceux-ci, s'ils avaient été vraiment sérieux.
- (19) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 40.
- (20) *Ibid.*, t. I, p. 339.
- (21) Dès le 23 août, l'ambassadeur autrichien Mier parle pour ce jour-là d'un « coup monté ». *Gedenkstukken 1825-1830*, t. I, p. 340.
- (22) Voir surtout, pour les événements de cette soirée et des jours suivants, le rapport de de Knijff, le directeur de la police, au ministre van Maanen, dans C. Buffin, *Mémoires et documents inédits sur la révolution belge*, t. I, p. 564 et suiv. (Bruxelles, 1912), et la relation de l'Autrichien Mier, témoin oculaire. *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 141 et suiv., ainsi que l'*Ausführliche Darstellung der Ursachen und Begebenheiten der belgischen Revolution am 25. August und den folgenden Tagen von einem Brüsseler Augenzeugen* (Stuttgart, 1830). L'origine non belge de ces témoignages est une garantie de leur exactitude.
- (23) Les textes du temps l'appellent aussi garde urbaine ou garde civile.
- (24) Quelques Français, dit-il, qui parlaient en faveur de la France : « vonden geen bijval ». *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 55. Plus tard, il constate que tous les journaux sont hostiles à l'annexion. *Ibid.*, p. 99.
- (25) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 143.
- (26) *Ibid.*, t. IV, p. 99.
- (27) Bartels, *Les Flandres et la Révolution*, p. 19, dit que Liège est le « centre des hommes les plus capables et les plus influents dans les divers partis ». On constate que la province de Liège est « la plus exaltée dans le libéralisme ». Terlinden, *op. cit.*, t. II, p. 409.
- (28) Sur cette agitation, voir *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 4, t. IV, p. 68, 81, 88, 108. Lejean, *Verviers*, *loc. cit.*, p. 208-215.
- (29) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 82.
- (30) Le 31 août, le *Courrier de la Meuse* demande « que le gouvernement se montre désormais franchement constitutionnel, qu'il renonce sincèrement aux principes du message du 11 décembre, que les doctrines de M. van Maanen et des *Nederlandsche Gedachten* soient répudiées sans restrictions ». Les autres journaux ne parlent pas autrement. Tous se bornent à demander une réforme constitutionnelle.
- (31) De Gerlache, *op. cit.*, t. II, p. 40.
- (32) De Gerlache, *loc. cit.*, p. 48.
- (33) Voy. surtout les récits de Chazal (Buffin, *Mémoires et documents inédits*, t. I, p. 39 et suiv.) et de du Monceau (*Ibid.*, p. 442 et suiv.), ainsi que le rapport de l'adjudant du prince, de Grovestins. *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 85.
- (34) J'ai surtout suivi pour ces événements, le récit contemporain des *Esquisses historiques de la Révolution de la Belgique en 1830*, p. 87 et suiv. (Bruxelles, 1830). Cf. Du Monceau, *loc. cit.*, p. 475 et suiv.
- (35) Voy. dans *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 99, l'opinion de Schuermans, celle du ministre de Prusse (*Ibid.*, t. III, p. 6) et celle du ministre d'Autriche (*Ibid.*, p. 152).
- (36) *Esquisses*, p. 110.
- (37) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 153.
- (38) *Ibid.*, t. I, p. 13.
- (39) *Ibid.*, t. I, p. 22.
- (40) *Esquisses*, p. 124.
- (41) Voy. dans Discaillies, *Charles Rogier*, t. I, p. 198, la liste de ses cent vingt-quatre compagnons.
- (42) *Esquisses*, p. 129.
- (43) *Ibid.*, p. 138.
- (44) *Ibid.*, p. 138.
- (45) Les pourparlers à ce sujet avaient commencé le 8. Voy. le curieux récit des *Esquisses*, p. 141 et suiv.
- (46) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 109.
- (47) *Ibid.*, t. III, p. 152.
- (48) *Esquisses*, p. 157.
- (49) *Esquisses*, p. 159.
- (50) Le texte primitif de la « Brabançonne », chanté pour la première fois par La Feuillade au théâtre de la Monnaie le 12 septembre 1830, exprime l'espoir de
 ... greffer l'Orange
 Sur l'arbre de la Liberté.
 Il s'achève pourtant par la menace de la faire « tomber » si le roi ne renonce pas à « l'arbitraire ». Après les journées de septembre, Jenneval modifia des paroles qui ne répondaient plus ni à la situation ni au sentiment public. Il acheva le premier couplet par ces mots :
 La mitraille a brisé l'Orange
 Sur l'arbre de la Liberté.
 On sait que cette seconde version de la « Brabançonne » est restée officielle jusqu'à son remaniement par Charles Rogier en 1860. Voy. *Bullet. de l'Académie Roy. de Belgique*. Classe des Beaux-Arts, 1922, p. 158 et suiv.



(Musée Royal de l'Armée.)

(Cliché Bijtebiër.)

Gardes d'épées de volontaires de 1830.

à gauche : garde du sabre offert à Charles Rogier par la ville de Liège le 4 novembre 1830; au centre : garde d'épée d'officier volontaire de 1830; à droite : garde d'épée du capitaine Chaltin, combattant de 1830.

CHAPITRE II

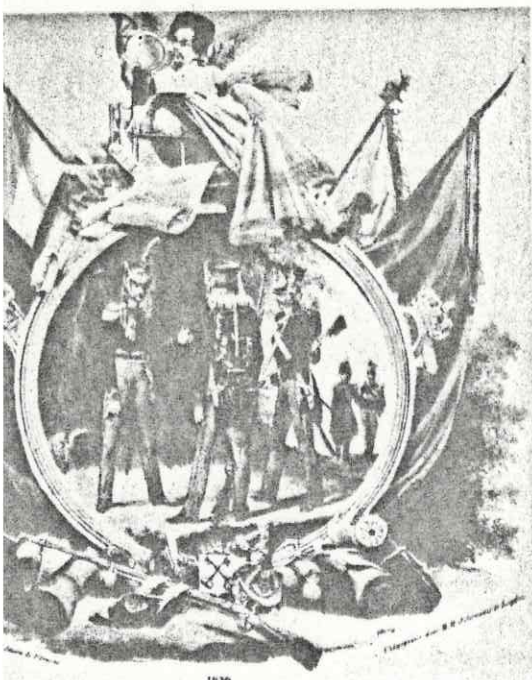
LES JOURNÉES DE SEPTEMBRE

LES DEFENSEURS DE BRUXELLES. — Le prince Frédéric disposait de 14,000 hommes et de 26 bouches à feu (1). C'était relativement beaucoup plus que n'en avait eu Marmont, deux mois auparavant, pour soumettre la nationalité hollandaise de la plupart des régiments garantissant leur fidélité. A la tête de l'état-major avaient les habiles dispositions avaient si largement bué, la veille de Waterloo, à l'échec de Ney aux e-Bras. Les rapports arrivés de la ville en faisaient la reddition. Tout indiquait que les bandes indisciplinées de l'émeute n'oseraient affronter le choc des trouglulières. L'imprudente démarche de Ducpétiaux, qui d'être arrêté comme il se présentait aux avant-postes en parlementaire, paraissait attester le découragement des rebelles. Timide, mais réfléchi et obéissant, le prince ne concevait aucun doute sur la mission dont il avait été chargé : ce serait tout au plus une opération de police.

À Bruxelles même, les apparences justifiaient cet optimisme. Le général Valazé, qui venait d'y arriver comme ministre de Louis-Philippe, écrivait à Paris que la fin des troubles était proche, que la bourgeoisie en avait fait, que les « ouvriers guerriers » qu'il voyait passer devant ses fenêtres étaient incapables de combattre et

que « les soldats entreraient dans la ville comme ils voulaient ». Ceux que le souci de leurs intérêts avait rejetés vers le gouvernement ne se cachaient plus. Dans la soirée du 22, ils avaient risqué une manifestation orangiste au théâtre de la Monnaie, et le matin du 23, on rencontrait dans les rues des dames en grande toilette, impatientes d'assister au défilé des troupes hollandaises (2).

Depuis trois jours aucune autorité n'existait plus. Les bandes armées, qui avec l'appui des Liégeois et des étrangers s'étaient emparées du pouvoir, abandonnées à elles-mêmes à l'heure décisive, flottaient au hasard, n'obéissant à aucune direction, incapables, dans le décousu de leurs efforts, de prendre des mesures et de s'organiser. Les orateurs du club, les jeunes démocrates, les membres de la Commission de sûreté, bref, tous ceux qui, dans les derniers jours, avaient collaboré au mouvement révolutionnaire, sentant leur impuissance à le diriger, s'épouvaient de leur responsabilité et de l'imminence d'une catastrophe. Pas plus que le prince, ils ne croyaient à la possibilité de la résistance. Aucun d'eux n'avait prévu une attaque en règle. Ils s'étaient flattés jusqu'au bout de l'espoir que les Hollandais ne répondraient pas à leurs provocations. De même que leurs compatriotes du XVI^e siècle avaient compté sur la longanimité de Philippe II, ils avaient compté sur celle de Guillaume, si bien que l'arrivée de Frédéric les désespérait comme l'arrivée



(Ijksmuseum.)

ollandais (1830) : uniformes et drapeaux des chasseurs
volontaires de l'université de Leyden.
imprimée à Utrecht par J.-P. Houtman et éditée à Leyden par
H.-H. Schreuder.

Ilbe avait désarmé leurs pères. Affronter une
e était aussi impossible que de conseiller la sou-
seul parti à prendre était celui qu'avait pris le
en 1566 : se replier momentanément pour atten-
che et la préparer. Les circonstances donnaient
eux qui, comme Gendebien, n'avaient cessé de
le retour à la France et d'affirmer que d'elle
ait venir le salut. Dès la soirée du 22, c'est
n effet, que s'acheminaient les agitateurs devenus
s de l'agitation qu'ils avaient provoquée. Les
ent d'une traite jusqu'à Valenciennes, d'autres
t en Hainaut. Rogier parti le dernier, bourrelé
ords d'abandonner ces Liégeois qu'il avait quel-
plutôt amenés à Bruxelles, rôdait plein d'an-
s la forêt de Soignes.

e ne s'aperçut de leur départ. La désorganisa-
s épouvantait n'était que le résultat de l'exal-
patriotes. Ils s'y abandonnaient sans redouter
de la lutte, sans se soucier de se subordonner
s, sans compter sur rien d'autre que sur eux-
n dépit des menaces de Frédéric contre les
», aucun de ceux-ci n'abandonna la place. Dé-
quer leurs vies, que pouvaient-ils craindre ? Le
où ils s'étaient placés les mettait dans l'obliga-
ombattre. Liégeois, Louvanistes, Tournaisiens,
paysans de la banlieue, hommes du Brabant,
dre et du Hainaut prenaient position derrière les
ou aux fenêtres des maisons, suivant les indi-
s vieux soldats qui se mettaient à leur tête. Les
disparaissaient au milieu de ces auxiliaires qui
rôle principal dans la bataille, si bien que la
e la Belgique fut défendue par les Belges plus
par ses habitants, et que la nation tout entière
à sa résistance. C'est en cela peut-être que

et c'est aussi par quoi elles diffèrent de la révolution pu-
rement parisienne de juillet, à qui elles ressemblent à tant
d'autres égards.

Ce serait une erreur de croire, comme on l'a dit trop
souvent, que les combattants sortaient uniquement de la
« populace ». En réalité, ils appartenaient à tous les grou-
pes sociaux. Il semble même que le prolétariat ne leur
fournit que peu de renforts. Les ouvriers de fabrique ne
furent parmi eux qu'une minorité. Pour la plupart, ils
appartenaient à la classe des artisans ou à la petite bour-
geoisie. On y rencontre des bouchers, des menuisiers, des
peintres en bâtiments, des journaliers, des marchands de
liqueurs, des boutiquiers, des commis. D'autres sont des
habitants de la campagne, accourus sous la conduite du
maréchal-ferrant, comme à Uccle, du vétérinaire, comme
à Waterloo, de l'instituteur, comme à Gosselies. Du Hai-
naut, des maîtres de houillères et de verreries amenèrent
des défenseurs (3). A côté d'eux, on remarque des avo-
cats, des propriétaires, des fabricants. Ainsi parmi les
combattants les rangs se confondent comme s'y confondent
aussi Flamands et Wallons. Sans doute ceux-ci et particu-
lièrement les Liégeois, furent les plus nombreux. De Gand
et d'Anvers, où les Orangistes, grands industriels et com-
merçants, réussirent à maintenir l'ordre, il ne vint presque
personne. Le sentiment catholique qui l'emportait dans
les provinces flamandes, comme le sentiment libéral dans
les provinces wallonnes, y poussait moins directement à
la lutte. Mais le peuple s'y prononça partout en faveur
de la Révolution. Durant les combats de Bruxelles, on
vit à Saint-Nicolas les ouvriers des filatures agenouillés
sous les plis du drapeau belge, autour d'une chapelle rus-
tique, prier pour la victoire des patriotes (4).

L'ATTAQUE DE BRUXELLES. — Les mesures
prises par Frédéric pour l'attaque de Bruxelles attestent
sa certitude de l'emporter du premier coup. Les troupes
furent dirigées simultanément en quatre colonnes sur le
front qui leur faisait face. Deux d'entre elles devaient
entrer dans la ville basse par les portes de Flandre et
de Laeken, puis, tournant à gauche, tomber par derrière
sur les défenseurs de la ville haute, assaillis eux-mêmes
par les portes de Louvain et de Schaerbeek. L'attaque prin-
cipale fut dirigée sur cette dernière, d'où la rue Royale
conduit directement aux palais qui constituaient son ob-
jectif. Ce fut aussi le point où se concentra l'effort de la
lutte et où se prononça la victoire. Partout ailleurs l'échec
des troupes fut si rapide qu'il désorganisa complètement
l'ensemble des opérations (5).

A la porte de Flandre, la cavalerie s'est à peine engagée
entre les maisons, qu'elle recule en désordre sous la fusil-
lade, les pavés, les meubles, la chaux vive qui s'abattent
sur elle du haut des fenêtres. Même échec à la porte de
Laeken, où les troupes cèdent au premier abord. A la
porte de Louvain, les soldats, après s'être avancés jusqu'à
la hauteur du palais des Etats-Généraux, se heurtent à
une barricade et s'arrêtent.

Au début, les choses avaient mieux tourné à la porte
de Schaerbeek. Après en avoir démoli à coups de canon
les défenses improvisées, les régiments dirigés par Con-
stant Rebecque s'élançant au pas de charge vers la place
Royale. Une fusillade terrible brise bientôt leur élan.
Constant Rebecque est blessé; surpris, les officiers hésitent

raillleurs postés dans les maisons. que du bout de la rue le feu de ade construite devant la place 'ajoute en front à celui qui de be des fenêtres sur les assail- sont arrivés à la hauteur du ori tentateur de ses grands arbres stible et, tournant brusquement à ls s'y précipitent et s'y entassent : est rompue. Bien plus, son suc- ésormais impossible. La supério- érique des Hollandais était si qu'ils eussent sans doute em- barricade s'ils en avaient tenté En se réfugiant dans le Parc, ils : l'avantage du nombre. Pour ris- nouveaux efforts, il leur faudrait ar les ouvertures des grilles sous s de fusil et se laisser décimer . Vainement ils exécutèrent quel- ties, vainement aussi ils tentèrent

re à revers la barricade de la place Royale, en it par le palais de l'hôtel de Belle-Vue. Le soir purent se convaincre qu'ils ne passeraient pas. re est manquée », écrit Constant Rebecque.

ement, l'armée s'est engagée dans un guépier, et terrible, c'est qu'elle ne peut songer à battre en Ce serait une honte intolérable de reconnaître l'Europe, à laquelle elle devait servir d'avant- entre la France, qu'elle ne peut venir à bout d'une d'insurgés. Et surtout, il est trop certain qu'à re apparence de recul, la Belgique entière se sou- le prince Frédéric a perdu la tête. Il comptait sur menade militaire et le voici lui-même presque

Il se croit victime d'un complot. Les assurances reçues des Orangistes ne lui paraissent plus que hinations combinées pour l'attirer dans un guet- Dans son désarroi, il se résigne à négocier avec lles et, la nuit venue, se met secrètement en rap- c d'Hoogvorst.

intelligent et moins désorienté, il se fût épargné



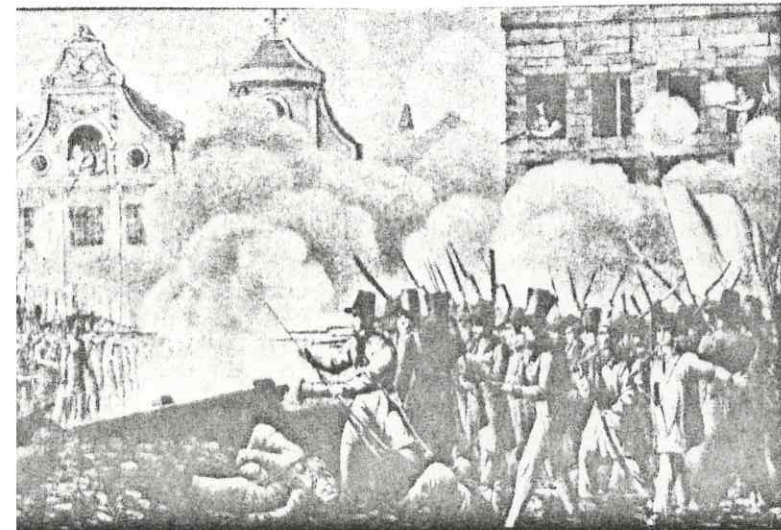
(Bruxelles, Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)

Patrouille de volontaires belges dans les rues de Bruxelles (septembre 1830).

Esquisse au crayon de Jean-Baptiste Madou (Bruxelles, 1796-1877). Témoin oculaire des événements de 1830, Madou a croqué les scènes qui se déroulaient sous ses yeux. Certaines ébauches ont été complétées par la suite; d'autres sont restées inachevées.

cette humiliante démarche. Elle ne pouvait qu'augmenter la résolution des patriotes. Le matin, ils avaient combattu sans espoir; l'arrêt des Hollandais leur donnait maintenant la certitude de vaincre. Leurs forces croissaient en même temps que leur confiance en eux-mêmes. L'ennemi n'ayant pas pris la précaution d'encercler la ville, l'accès en était libre du côté du sud, et sur toutes les routes se pressaient des renforts. De Nivelles, du Borinage, des bandes d'hommes armés de piques marchaient sur Bruxelles; des femmes même venaient prendre part à la lutte. D'Ath, on amenait des canons dont le peuple s'était emparé après avoir chassé la garnison. En Flandre, des paysans se mettaient en mouvement sous la conduite de leurs curés. Au début du combat, les défenseurs n'étaient encore que quelques centaines; à la fin de la journée ils étaient des milliers. Plus leur succès était inattendu, plus il était éclatant. L'enthousiasme patriotique se déchaînait et s'imposait aux irrésolus et aux timides. Les Orangistes, si arrogants quelques heures plus tôt, avaient disparu.

Les promoteurs de l'insurrection ne s'étaient éloignés que parce qu'ils désespéraient de la bataille. Ils firent volte-face en apprenant qu'elle était engagée. Parti le dernier, Rogier entra le premier dans Bruxelles au bruit de la fusillade. D'Hoogvorst, imperturbable, n'avait pas quitté l'hôtel de ville. Son adjudant, le baron de Felner, Pletinckx, Jolly et quelques anciens officiers étaient comme lui demeurés au poste, ne sachant que faire, ni s'ils avaient le droit de faire quelque chose. Ce droit pourtant, il fallait le prendre. Pour transformer l'insurrection en révolution, il était indispensable que des chefs décidés à en accepter la responsabilité et s'autorisant par cela même à parler en son nom, se missent à sa tête. Nul moyen de trouver ces chefs s'ils ne s'imposaient pas eux-mêmes. Au milieu du combat, ils devaient s'emparer du pouvoir comme on s'empare d'un fusil sur une barricade. Rogier le



collection A. Verbouwe.)

Entrée des Hollandais à Bruxelles le 23 septembre 1830.

en combattant
enterrés à la
Saint-Michel et
monument « trans-
à la postérité le
ces héros et la
naissance de la

COMMISSION
NISTRATIVE.

Commission administrative est le ger-
« Gouvernement
ire » qui fut in-
e 25 septembre.
diffère d'elle que
ombre plus grand
membres et par
plus significa-
les circonstances
osaient. Félix de
z, Gendebien et
Weyer, que Ro-
ait devancés dans
itale, s'adjoigni-
s leur retour aux
Commissaires. Le
nement provisoi-
rait donc comme
ple élargissement
Commission. Il ra-
aussi au pouvoir
nmes que l'émeute

septembre en avait dépossédés. En venant partager
ils des combattants, ils ont conquis leur confiance.
tation patriotique et la joie de la victoire font oublier
é. Les sentiments sont unanimes que, pour la seconde
n accepte l'autorité par cela même qu'elle s'affirme.
se faire admettre de tous, il a suffi au Gouvernement
pire de se proclamer. Il n'a d'autres titres que l'adhé-
opulaire et l'union des volontés. Si la nation le sou-
est parce qu'elle se reconnaît en lui et que pour ainsi
la personnifie.

activité de la Commission administrative avait tout
te légitimé son installation. Dès le 24, elle chargeait
volutionnaire espagnol, don Juan van Halen, de

de leurs origines, elle acceptait les services de tous les anciens officiers belges ou étrangers qui se mettaient à sa disposition. Le 26, elle lançait une proclamation déliant les soldats belges de leur serment de fidélité et les exhortant à se rallier au drapeau national, en même temps qu'elle assurait aux officiers qui quitteraient le service un avancement de grade. Elle faisait hospitaliser les blessés dans les maisons bourgeoises. Elle organisait l'arrière de la bataille tout en parant aux nécessités les plus immédiates de l'administration. A l'ordre légal détruit, elle s'efforçait de substituer un ordre nouveau par son autorité révolutionnaire. Elle ne s'imposait pas seulement aux patriotes, les conservateurs et les Orangistes eux-mêmes se tour-

naient vers elle comme vers la seule force qui pût s'opposer à l'anarchie. La Société Générale, qui deux jours auparavant avait refusé tout crédit à la Commission de Sûreté, s'empresait de lui avancer 10,000 florins au lieu de 5,000 qu'elle demandait (6).

La bataille cependant continuait à faire rage autour du Parc. Toutes les sorties des Hollandais étaient repoussées. Déjà des bandes de patriotes passaient à l'offensive. Le désarroi du prince Frédéric se trahissait par les contradictions de sa conduite. Une nouvelle tentative de négociation ayant échoué, il recourait brusquement à la terreur et faisait tirer sur la ville basse à boulets rouges, sans autre résultat que d'attiser l'énergie des combattants. Les nouvelles reçues de l'extérieur contribuaient encore à l'exaltation des Belges. On apprenait

que le général Cort-Heiligers, venant de Maestricht à la rescousse du prince, harcelé par les paysans, repoussé à Louvain, trouvant Tirlemont en état de défense, errait aux environs de Wavre. Ses troupes désemparées ne rallièrent Bruxelles que le 27 et n'y renforcèrent que la démoralisation de l'armée.

LA RETRAITE DES HOLLANDAIS. — Ainsi, les défenseurs de la capitale se sentaient soutenus par tout le pays. Leur victoire n'était plus qu'une question d'heures. Les Hollandais ne s'en rendaient que trop bien compte. L'indiscipline se mettait dans leurs rangs; les officiers ne pouvaient empêcher le pillage des hôtels qui le long de la rue Ducale bordaient les derrières du Parc. Il était évident



(Amsterdam, Rijksmuseum.)

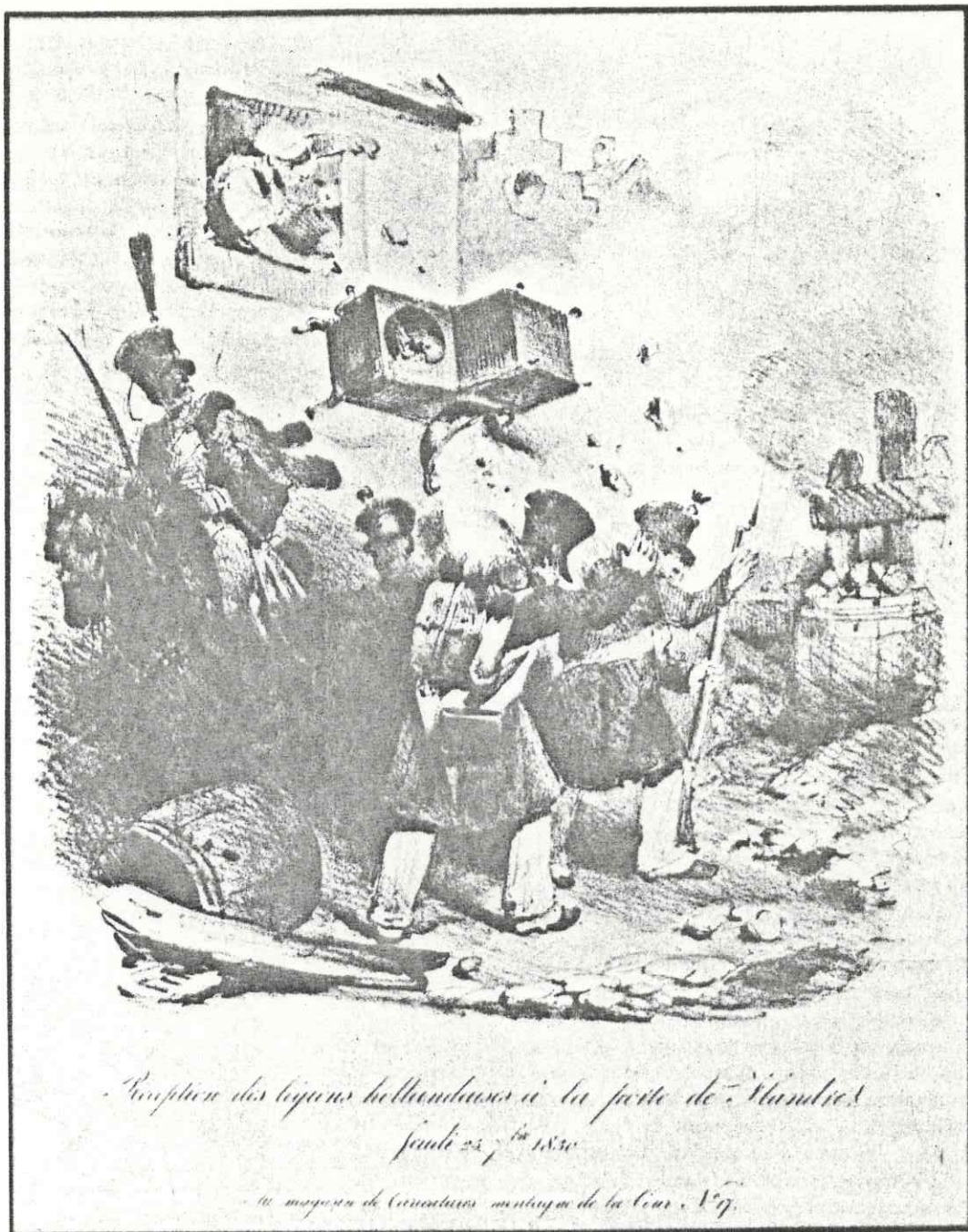
Le prince Guillaume-Frédéric-Charles d'Orange-Nassau, prince des Pays-Bas, second fils de Guillaume I^{er} (Berlin, 1797-Wassenaar, 1881), commandant les troupes hollandaises à Bruxelles du 23 au 27 septembre 1830.

Lithographie d'après Vanden Kerckhoven.

bstiner à tenir
née impuissante
feu de l'ennemi
ait de la voir
ider. Ce risque
tant plus grand
lace et la force
esseurs s'affir-
l'avantage. Leur
n de s'emparer
de haute lutte
ble. Le 26 sep-
ils avaient diri-
e lui une furieu-
ue. Sauf Con-
becque, tous les
« étaient d'ac-
r l'inutilité de
r le combat. Le
désespéré, se
nvaincre. Sous
rt de l'obscurité,
décampa le 27,
ois et quatre
u matin. Au le-
oleil, lorsque les
s, étonnés du
qui répondait à
ups de fusil se
t dans le Parc,
vide.

c des Hollan-
xplique certain-
en grande par-
l'imprudence de
efs, leur igno-
l'état réel des
la gaucherie de
anœuvres et la
e qualité de
ouples. Il leur
acile de bloquer
s en occupant
s par lesquelles
rent d'y arriver
s et les renforts.
t affamés, ses
irs eussent été
ement contraints
user les armes.
re à la Belgique

borer à la défense de sa capitale, c'était rendre
imprenable, c'était aussi donner à la lutte ce carac-
tional qui s'y atteste d'une façon si frappante. Les
res des provinces, dont le sang mêlé à celui des
is coula sur la barricade de la place Royale, eurent
ce que ce qu'ils défendaient sur ce tas de pavés,
a patrie et la liberté. Leur courage et leur enthou-
sme le cédèrent pas à ceux dont avaient fait preuve,
s semaines auparavant, les révolutionnaires de
e nombre des morts et des blessés atteste suffi-
t l'acharnement de la bataille. Pour s'en tenir aux



*Réception des légions hollandaises à la porte de Flandre
jeudi 23^e 1830*

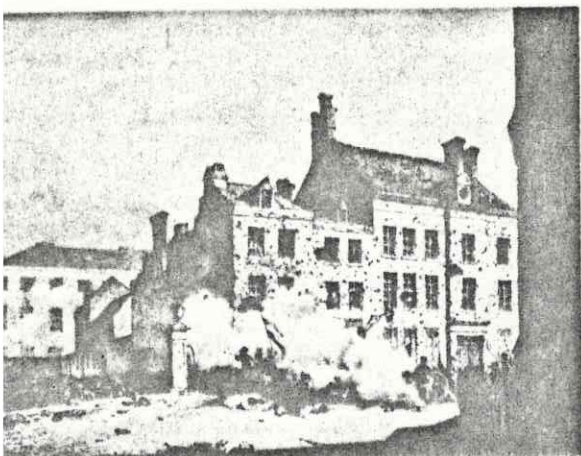
au magasin de caricatures, montagne de la Cour, n° 17.

(Bruxelles, Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)

« A la porte de Flandre, la cavalerie s'est à peine engagée entre les maisons, qu'elle recule en désordre sous la fusillade, les pavés, les meubles, la chaux vive qui s'abattent sur elle du haut des fenêtres. » (Voyez le texte, p. 314.) — « Réception des légions hollandaises à la porte de Flandre, jeudi 23 septembre 1830. »

Lithographie anonyme éditée Au magasin de Caricatures, Montagne de la Cour, n° 17.

côté des Belges, de 108 et de 628 du côté des Hollan-
dais (7). Des témoins oculaires comparent la violence de
la lutte à celle des combats de Saragosse (8). Le senti-
ment national inspira si complètement les gens de toute
origine et de toute condition qui y prirent part que nul
acte de pillage ou de cruauté ne souilla la victoire. Les pri-
sonniers hollandais furent bien traités. La fureur du peu-
ple ne s'en prit qu'à une église calviniste qui fut dévastée
et à la maison d'un Orangiste qu'on incendia. En pleine
bataille, le caractère national se montra aussi réfractaire
aux emportements de la haine qu'aux rieurs de la dis-



Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)

ntre volontaires belges et fantassins hollandais dans la rue de Louvain (23 et 24 septembre 1830).
e de Jean-Baptiste Madou (Bruxelles, 1796-1877) et de Gustave Simonau (Bruges, 1810-1870).

retrouvait à l'estaminet. Le verre de bière cour était indispensable à la veille de la mort. Et homie de leur héroïsme ne fait que le rendre plus

GOUVERNEMENT PROVISOIRE. — Le Gou-
nt provisoire avait pris la responsabilité des jour-
septembre, mais il ne les avait pas dirigées. Con-
plus fort de la lutte, il n'avait eu qu'à laisser
ements suivre leur cours. S'il collabora à la vic-
e ne fut pas son œuvre et elle n'augmenta ni son
ni son autorité.

ant il était indispensable de songer au lendemain
peine de compromettre le triomphe de la Révo-
l'en guider la marche, d'en discipliner les efforts
donner un programme. Maintenant que la bataille
s'était finie et Bruxelles délivrée, surgissaient
te leur ampleur de nouveaux devoirs : refouler
au delà des frontières, généraliser l'insurrection,
r le pays, faire reconnaître son indépendance non
nt par le roi, mais par l'Europe. Bref, une politique
it à la Révolution, et cette politique ne pouvait
l'œuvre d'un pouvoir volontairement reconnu par
iqueurs des barricades. Aucun des membres du
ement provisoire ne jouissait d'une popularité ni
putation assez générales pour s'imposer et forcer
ance et l'enthousiasme au milieu de l'anarchie me-

(9). La notoriété de chacun d'eux se restreignait
oupe ou à un parti. D'Hoogvorst s'appuyait sur
bourgeoise de Bruxelles, de Mérode n'était connu
l'aristocratie catholique; sauf quelques militaires,
e n'avait entendu le nom de Jolly. Ceux de leurs
collègues van de Weyer, Gendebien et Rogier
nt pas encore dépassé les limites de leur ville na-
l'enceinte des clubs où ils s'étaient fait applaudir.
nsuffisance de leur renommée s'ajoutait encore le
rd de leurs opinions. Sauf sur la question de l'in-
ance nationale, leurs idées divergeaient en tous
l'était un amalgame de tendances bourgeoises
vorst), ultramontaines (Mérode), libérales (van de
Rogier) et francophiles (Gendebien). A l'heure
l'un se trouvait le Gouvernement provisoire

plissement de la tâche formidable qu'il avait assumée.
Pour être à même d'agir, il devait se faire consacrer
par l'adhésion du peuple. Il eut la sagesse de le com-
prendre.

Le 27 septembre, le jour même de la victoire, il faisait
afficher sur les murs l'invitation à Louis de Potter « de
revenir dans sa patrie ». On ne peut guère douter qu'il
n'agit ainsi que par nécessité. Il était évident que de
Potter n'avait pas besoin de cet appel et qu'il fallait s'at-
tendre d'un jour à l'autre à le voir arriver à Bruxelles
paré du prestige qui, depuis son exil, l'avait transformé
en héros national. En se l'associant, les membres du Gou-
vernement provisoire assuraient leur existence et les
moyens d'accomplir leur mission. Sans lui, ils ne pour-
raient rien. Avec lui, ils disparaîtraient sans doute, éclipsés
par son rayonnement, mais du moins conserveraient-ils
les apparences du pouvoir en attendant le moment de le
ressaisir. L'habileté eut autant de part que le désintéres-
sement dans leur conduite. Ils ne pouvaient se faire d'il-
lusions : ou de Potter ferait partie avec eux du Gou-
vernement provisoire, ou il s'emparerait de la dictature. Car
lui seul s'imposait à tout le pays et possédait assez d'auto-
rité pour entraîner derrière lui toute la nation. Brugeois,
il était aussi populaire à Bruxelles et à Liège, qu'à Bruges
même; libre-penseur, il jouissait de la confiance des catho-
liques; démocrate, il s'imposait au « jacobinisme » des jeu-



(Bruxelles, Musée Royal de l'Armée.)

(Cliché Bijtebler.)

« ... la Commission administrative... chargeait un révolutionnaire espa-
gnol, don Juan van Halen, de prendre le commandement des patriotes. »
(Voyez le texte, p. 316.) — Buste de don Juan van Halen.

Type de l'aventurier, van Halen (île de Léon, 1790-Cadix, 1864) avait déjà
pris part, à l'âge de quinze ans, à la bataille de Trafalgar. Rallié à Joseph Bona-
parte puis à Ferdinand VII, il tomba entre les mains de l'inquisition espagnole,
servit dans les armées du tsar, revint en Espagne et s'exila à nouveau aux
Etats-Unis d'où il fut rappelé à Liège par des intérêts de famille. La révolu-
tion belge de 1830 le trouva à Bruxelles. Il embrassa la cause des révoltés
et devint commandant en chef des volontaires. Pendant la campagne des
Châtales comme simple

nes libéraux et soulevait l'enthousiasme de la foule. Son entrée à Bruxelles, le 28 septembre, fut aussi triomphale que l'avait été, en 1577, celle de Guillaume le Taciturne (10).

Depuis la frontière française il avait voyagé au milieu des acclamations, harangué par les magistrats, bombardé de fleurs, escorté par les volontaires. A Ath, sa vue avait électrisé la population au point qu'elle s'était aussitôt jetée sur la citadelle et s'en était emparée. Quand il arriva le soir à la porte d'Anderlecht, ce fut du délire. La foule traîna sa voiture à travers les rues jusqu'à l'hôtel de ville où l'attendaient les membres du Gouvernement provisoire. Pour se sentir leur maître, il n'avait qu'à écouter le bruit des vivats qui le saluaient. Dès le lendemain, il s'arrogeait le droit de parler en leur nom et de leur attribuer ses sentiments. Le manifeste qu'il fit répandre se terminait par ces mots : « Il faut vivre libres ou nous ensevelir sous des monceaux de ruines. Liberté pour tous, égalité de tous devant le pouvoir suprême, la nation, devant sa volonté, la loi... Peuple, ce que nous sommes, nous le sommes par vous, ce que nous ferons, nous le ferons pour vous. »

Ainsi, le Gouvernement provisoire qui s'était institué lui-même, obtenait, grâce à de Potter, la sanction du peuple. Sans doute, plus d'un de ses collègues s'effarouchait en secret des tendances démagogiques de son manifeste. Mais au milieu de l'effervescence héroïque du moment, ce qu'il avait dit était ce qu'il fallait dire. Au surplus, il exhortait les citoyens à se grouper autour du Gouvernement provisoire « qui est leur ouvrage », et il prêchait la continuation de la lutte à outrance. Son patriotisme rassurait ceux qu'inquiétaient les menées françaises et les fauteurs d'annexion. Ce n'est point par hasard que le 28 septembre, jour où de Potter entre effectivement en fonctions, le Gouvernement provisoire prend le titre de « Gouvernement provisoire de la Belgique ».

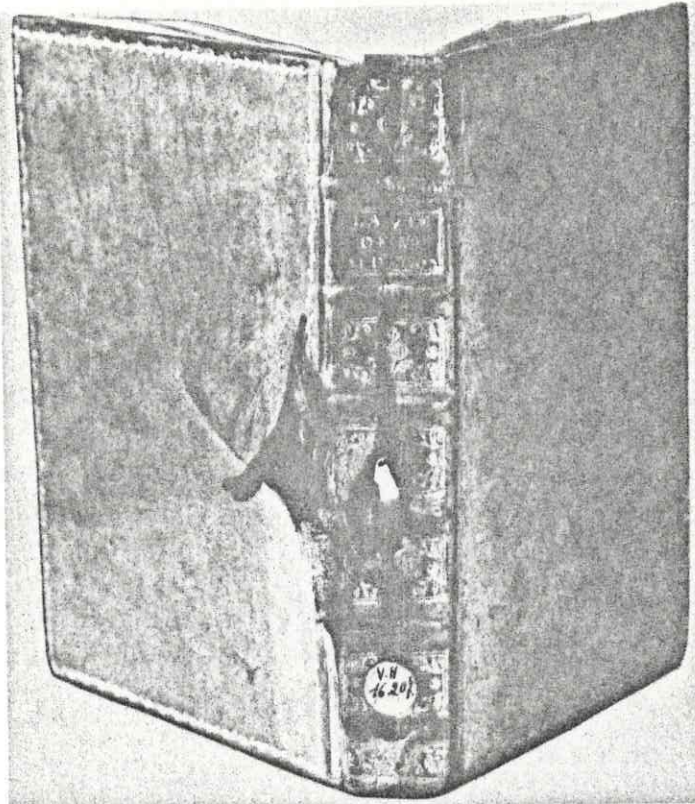
INSURRECTION GENERALE DU PAYS. — En se mettant ainsi à la tête de la nation, il ne faisait qu'obéir aux événements. Aux journées de Bruxelles avait répondu aussitôt l'insurrection de tout le pays. La volonté nationale s'affirmait avec tant d'énergie que nulle part elle n'eut à briser de résistances. Epouvantées par la violence et la soudaineté du mouvement, les autorités se laissaient déposer sans protestations. Il était à peine besoin de heurter

le régime : il s'effondrait de lui-même. Les troupes capitulaient devant des bandes de gardes civiques et d'ouvriers. Il suffisait de montrer de l'audace pour réussir. A Mons, le 29 septembre, le général Howen s'en laissait imposer par le jeune Chazal, lui remettait son épée et lui ouvrait la forteresse (11). Des faits analogues se passaient à Tournai le 30, à Namur le 1^{er} octobre, à Philippeville le 3, à Mariembourg le 4, à Charleroi le 5. A Gand, une partie des troupes quitte la ville le 2 octobre; l'autre se tapit, en attendant d'en être chassée le 15, derrière les bastions de la citadelle. Des bandes de Liégeois et de Vervétois ne craignent pas d'attaquer en rase campagne, à Rocour (30 septembre), un convoi envoyé de Maestricht pour ravitailler la citadelle de Sainte-Walburge qui domine Liège et dont la garnison, bloquée par la garde bourgeoise, capitule le 6 octobre.

Les nouvelles de Bruxelles n'ont pas seulement démoralisé l'armée; la désertion en masse des soldats belges et la défection de plusieurs officiers ne permettent plus à ses chefs de compter sur elle. Leur seule préoccupation est de regagner la Hollande et, en attendant, de s'abstenir de tout conflit pour éviter à leurs hommes la tentation d'une débandade. Le spectacle est lamentable et ridicule de ces belles fortifications toutes neuves, élevées pour en imposer à la France, et qui se laissent insulter par des volontaires équipés à la diable quand elles ne leur ouvrent par leurs portes.

L'ARMÉE REVOLUTIONNAIRE. — A mesure que l'affolement des Hollandais s'accuse plus visiblement, la confiance en soi-même grandit chez les insurgés (12). Leurs

forces augmentent en même temps que leur résolution. De toutes parts, les combattants affluent : déserteurs de l'armée, bourgeois, patriotes, ouvriers sans travail, que des chefs improvisés agglomèrent pêle-mêle dans des « corps francs ». Chaque ville organise une garde civique. Une solde est payée aux hommes et, grâce à la reddition des forteresses, on ne manque ni d'armes, ni de poudre, ni même de canons. De France arrivent journellement des renforts, car si le gouvernement de Louis-Philippe est décidé à ne pas intervenir officiellement, le succès de la révolution lui est trop avantageux pour qu'il puisse s'abstenir de la favoriser sous main. Il n'ose d'ailleurs exaspérer les républicains de Paris en leur interdisant de courir à la



(Bruxelles, Bibliothèque Royale, Réserve Précieuse, V.H. 16207.)

Livre du bibliophile Van Hulthem percé par une balle pendant les combats du parc de Bruxelles.

Le bibliophile Van Hulthem (Gand, 1764-1832) occupait une maison située à l'angle de la Montagne du Parc, théâtre d'un combat acharné entre Belges et Hollandais. Le médaillon du collectionneur fut complètement détruit et ses livres éparpillés en toutes directions : on en retrouva même au bas de la Montagne du Parc. Selon toute vraisemblance, les volontaires belges barricadèrent les fenêtres de la maison à l'aide de caisses dans lesquelles étaient empilés les livres de la bibliothèque de Van Hulthem. Des balles hollandaises endommagèrent plusieurs exemplaires. Le livre reproduit ci-dessus est l'exemplaire de la *Vie de Sainte Aldegonde, patronne de Maubeuge* du Père Triquet (Tournai, 1665, 4^e) provenant de la collection de la comtesse d'Yves et acquis par Van Hulthem.

PLAN DE LA BATAILLE DE BRUXELLES
pendant les 4 mémorables journées du 7^{bre} 1830



(Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.) (Lithographie contemporaine. Auteur inconnu.)

e leurs « frères » belges. En apparence, il ferme
; mais il a soin de n'en pas surveiller tous les
laisse le vicomte de Pontécoulant lever à Paris
n parisienne » formée de Français et de Belges
lisant Belges habitant Paris et qui, dès le mois
arrive en Flandre, pêle-mêle d'aventuriers, de
es et de républicains espérant obliger la France
sa réserve en la compromettant. A leur exem-
s Français de Bruxelles prennent les armes ou
diriger les opérations militaires : anciens offi-
e Mellinet et Niellon, simples intrigants comme
déalistes de la liberté comme ce Jenneval qui
s paroles de la Brabançonne et qu'attendait une
euse au combat de Lierre (18 octobre). De
e, Frédéric de Mérode apporte à la Révolution
de son nom, et l'adhésion de ce grand seigneur
à la cause nationale atteste que l'union des
eure indéfectible.

à l'opinion libérale et républi-
caine. Mais à la voix des curés,
des paysans accourent renfor-
cer les troupes. Les campagnes
se soulèvent à l'exemple des
villes. Un même élan entraîne
en dépit de la différence des
langues, du rang social et des
croyances, la nation tout en-
tière (13). Les divergences ne
se révéleront que plus tard.
En ce moment comme à l'épo-
que de la Pacification de Gand,
une même volonté s'impose à
tous : refouler l'ennemi. Les
Belges de 1830 se sont trouvés
aussi unanimes contre les Hol-
landais que ceux de 1577 contre
les Espagnols.

Leur énergie soutient et ren-
force le Gouvernement provi-
soire. Le 29 septembre, il crée
dans son sein, sous le nom de
« Comité central », une sorte
de directoire auquel sont dévo-
lus le pouvoir exécutif et les
affaires courantes. Avec de
Potter, y siègent Rogier et van
de Weyer, mais, pour rassurer
les catholiques que pourrait ef-
frayer le radicalisme de ces
« jacobins », on a soin de leur
adjoindre Félix de Mérode.
Bientôt des commissions spé-
ciales sont instituées pour les
finances, les affaires militaires
et les négociations diplomati-
ques. Des « Commissaires »
sont envoyés dans les provin-
ces à la place des gouverneurs.
Au milieu du chaos de la ré-
volution, s'organise ainsi un

centre d'action, une institution permanente et acceptée de
tous, qui, avec autant de zèle que d'intelligence, trans-
forme rapidement son autorité morale en une autorité
officielle. Grâce à l'assentiment des masses, le Gouver-
nement provisoire devient un gouvernement national, et
il est admirable qu'au milieu du déchaînement des passions,
jamais le pouvoir qu'il s'est arrogé n'ait été contesté ni
seulement discuté. C'est qu'il justifie par les services qu'il
rend la mission qu'il s'est attribuée. C'est aussi qu'il a
soin de conserver étroitement le contact avec le peuple
dont il est censé représenter la souveraineté, qu'il l'encou-
rage, l'exhorte et le flatte par ses manifestes, que la sim-
plicité de ses allures, son absence de toute étiquette, le
dévouement de tous ses membres à la cause commune et
leur intégrité scrupuleuse lui assurent la popularité et l'es-
time. Il fut dans toute la force du terme un gouvernement
d'honnêtes gens et la nation lui accorda sa confiance parce



(Collection vicomte Ch. Terlinden.)

(Cliché Bijtebier.)

Quelle le prince Frédéric d'Orange but quelques gorgées de thé le 26 septembre 1830. Le prince fut l'hôte de M^{me} et M. Charles Eenens-Carlier de Schaerbeek. Il y prit une collation dans cette tasse qui parmi les souvenirs de famille. — Porcelaine de Tournai.

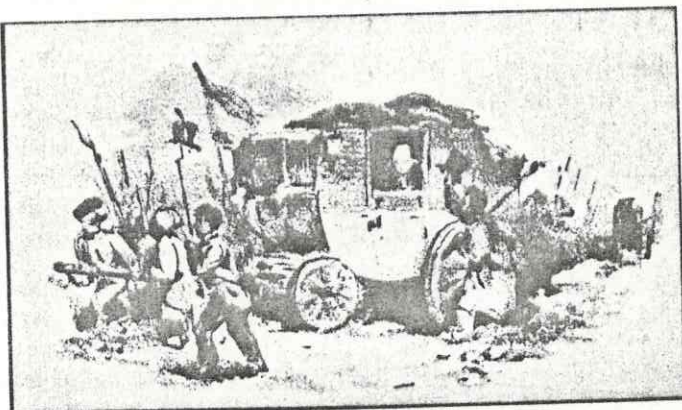
DE DE LOUIS-PHILIPPE. — Après les Bruxelles, une question angoissante se posait. L'attitude de l'Europe ? On savait que le roi ne pouvait pas aider les Puissances dont il tenait sa couronne. L'intervention de leur part écraserait infailliblement l'évolution. Se produirait-elle ? Songer à entrer en guerre avec des monarchies légitimes, le Gouvernement provisoire n'en avait ni le temps, ni la possibilité, ni le désir. Il comprenait que ce n'était pas des affaires de la France que dépendait l'avenir. Si le roi avait son veto à l'invasion de la Belgique, si elle était si étroitement que toute armée étrangère entrant dans le pays y ferait entrer en même temps l'armée française, il en résulterait ainsi une guerre générale, personne ne voudrait en prendre la responsabilité d'une telle catastrophe. De la crainte universelle, les Belges, n'ayant plus que les Hollandais, combattaient à armes égales. Le roi, envoyé à Paris par ses collègues le roi des Pays-Bas, leur transmit sans retard la réponse sur laquelle ils comptaient. Louis-Philippe ne tolérerait pas la guerre. La guerre demeurerait circonscrite aux frontières de la Belgique ne dépendrait de la Belgique elle-même.

Il ne faisait plus de doute et la certitude que la France allait décupler les forces des combattants. Le prince de Saxe-Weimar, qui avait succédé au commandement en chef des troupes royales au prince Frédéric, disposait encore d'environ 13,000 hommes. Ils trouvaient dans un état trop lamentable non seulement pour prendre l'offensive, mais pour opposer une résistance efficace à la moindre agression. Déjà par leur défaite de Bruxelles, ne comptant plus sur leurs troupes, attaqués le long des routes par les paysans de la Campine, les soldats ne demandaient qu'à se désoler. La désertion des Belges faisait fondre de leur nombre les effectifs, et ceux qui demeuraient sous les drapeaux n'y étaient qu'un ferment d'indiscipline et révoltaient autour d'eux le « défaitisme ». Energique, hautain, le prince de Saxe-Weimar s'exaspérait vainement de ne pas pouvoir se dissoudre dans ses mains, et de ne pouvoir faire une retraite sous la pression des bandes désor-

A la désorganisation de la résistance correspondait le désordre de l'attaque. Du côté des Belges, nul plan d'ensemble, nul chef capable de diriger des opérations méthodiques, un armement de fortune, des corps agissant chacun pour soi et marchant en avant sans s'éclairer, sans se couvrir, avec une imprudence et une insouciance justifiées d'ailleurs par le succès (15). Et à cela s'ajoutaient encore la jalousie des officiers volontaires à l'égard des officiers de carrière que le Gouvernement provisoire, pour rester fidèle à ses promesses, récompensait par ses faveurs de quitter l'armée hollandaise, et les soupçons trop bien fondés de trahison qui trouvaient tout naturellement créance parmi des hommes inconnus les uns aux autres, recrutés au hasard et dont le passé donnait souvent naissance à des bruits fâcheux. Il avait fallu, le 5 octobre, retirer son commandement à don Juan van Halen, soupçonné de correspondre avec le prince d'Orange et d'avoir fomenté parmi les mineurs du Borinage des troubles qui ne tardèrent pas à s'apaiser à la voix de Charles Rogier (16).

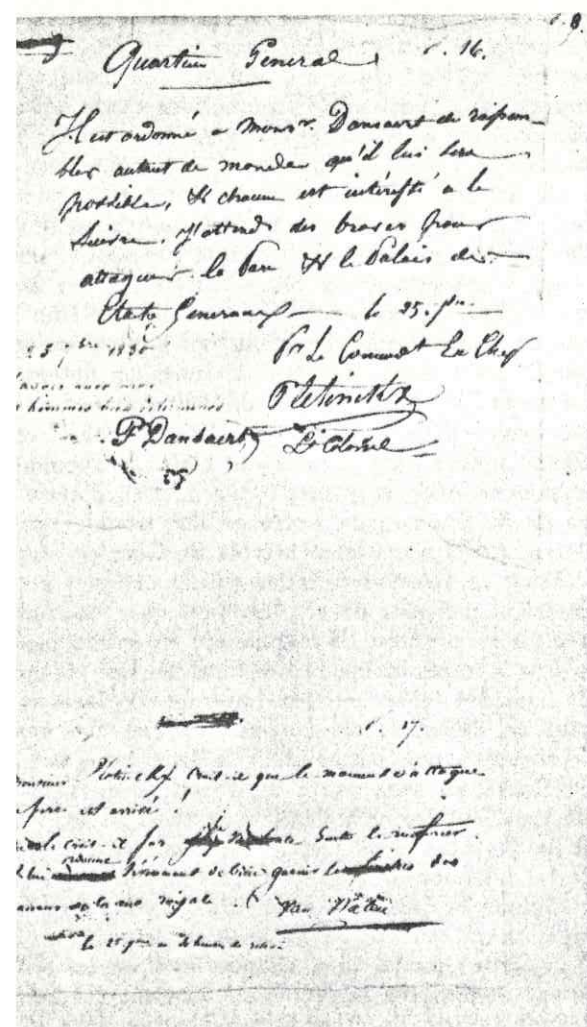
Mais les volontaires et les gardes civiques ne s'embarassaient pas plus de ces intrigues que l'ennemi ne songeait à en profiter. Ils marchaient en avant, pleins d'une ardeur joyeuse, acclamés à la traversée des villages, salués du haut des églises par les drapeaux tricolores et se pressant en désordre aux trousses de l'ennemi comme des traqueurs à une battue. Dès le lendemain des journées de Bruxelles, sans ordre ni direction, ils s'étaient jetés sur les avant-postes hollandais, certains qu'ils reculeraient, et ils avaient reculé. Depuis lors, ils n'avaient plus cessé de les talonner, entrant derrière eux à Diest, à Aerschot, à Malines et croyant conquérir un terrain que l'armée se repliant sur Anvers s'empressait de leur céder.

La lutte devint plus chaude lorsque les Hollandais furent arrivés sur la Nèthe. Il leur eût été facile de la défendre, mais ils étaient trop abattus pour le vouloir. L'imprudence audace des Belges aurait dû causer leur perte : elle leur donna la victoire. Le 13 octobre, Niellon, avec 2,110 hommes, marche sur Liège. Terrorisé par l'attitude de la population qui sonne le tocsin et encourage de loin les assaillants, le commandant de la place demande à parlementer et consent à se retirer avec la garnison, dont 400 soldats se joignent à leurs compatriotes. Les efforts de Saxe-Weimar pour reprendre la ville, position essentielle à la défense d'Anvers, échouent les 18 et 19 oc-



(Bruxelles, Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)

« Quand il (de Potter) arriva le soir à la porte d'Anderlecht, ce fut du délire. La foule traîna sa voiture à travers les rues jusqu'à l'hôtel de ville... » (Voyez le texte, p. 319.) C'est cet instantané que représente ce fragment de lithographie, attribué à Auguste Vincent.



collection B. Dujardin.)

aphes du lieutenant-colonel Pletinckx, de P. Dansaert et de don Juan van Halen (25 septembre 1830).

Fragment : « Quartier général. — Il est ordonné à Monsieur Dansaert d'attendre le moment qu'il lui sera possible, et chacun est intéressé à l'attente des braves pour attaquer le Parc et le Palais des Etats. — Le 25 septembre. Pour le Commandant en Chef : Pletinckx, colonel. » Réponse de Dansaert : « Le 25 septembre 1830. — J'avais 30 hommes bien déterminés. P. Dansaert. » — Deuxième fragment : Pletinckx écrit-il que le moment du parc est arrivé ! (sic). Ne le, je vais (ou je veux ?) de suite le renforcer et lui ordonne sévèrement garnir les fenêtres des maisons de la rue Royale, van Halen. — ombre à 4 heures de relève. » — Ces autographes ont été collés es du cahier faisant suite à la relation autographe des événements digée par le général Pletinckx et intitulée *Mémoires sur la Révolution et la part que j'y ai prise, laissées (sic) en souvenir à mon fils.*

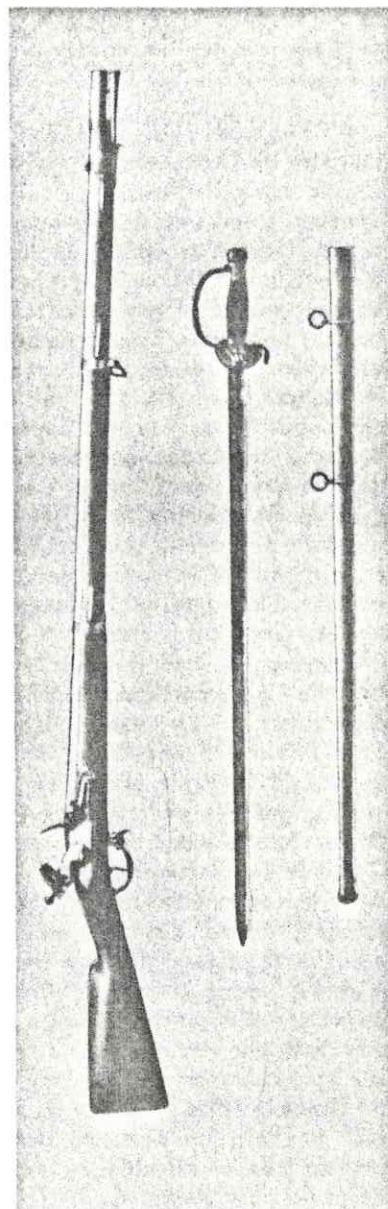
Menacé vers Waelhem par les bandes de Mellinet et de Malines, il se résigne à se replier sur Bergherhout. Le 24, Mellinet et Niellon l'attaquent. Un vif combat s'engage. La mort de Frédéric excite le courage des Belges. Le lendemain, ils se réfugient dans Anvers.

PRINCE D'ORANGE A ANVERS. — Depuis quelques jours, le prince d'Orange y était arrivé (bre), et pendant que les troupes abandonnaient que, il s'efforçait de la regagner par la politique. En désarroi, Guillaume avait risqué ce dernier effort. Puisque les Etats-Généraux avaient voté le 29 septembre la séparation des deux parties du royaume, il crut signant de se rallier à leur avis, une chance lui t encore de sauvegarder au moins, en attendant la situation de la dynastie. Des membres des Etats

l'avaient flatté de l'espoir que les Belges continueraient à le considérer comme leur souverain à condition qu'il leur reconnût l'autonomie (17). Et sans doute, s'il eût agi ainsi quelques semaines plus tôt, la nation n'eût pas demandé davantage et eût accepté avec reconnaissance ce régime d'union personnelle en quoi s'était tout d'abord résumé son programme. Mais quelle chance y avait-il encore qu'elle consentit à accepter pour roi celui dont elle venait de vaincre l'armée ? Pour que Guillaume se soit décidé à une tentative aussi humiliante que vaine, il fallait qu'il se proposât secrètement de gagner du temps et aussi de dissocier les forces de la révolution en se ralliant ses éléments les plus modérés et en se conciliant l'appui des industriels et des commerçants dont elle bouleversait les affaires (18). Il ne s'avisa pas qu'en envoyant son fils parlementer avec elle, il en reconnaissait la force et, qu'il le voulût ou non, prenait l'attitude d'un solliciteur et d'un vaincu demandant une audience au vainqueur. Rien n'était plus maladroit qu'une telle démarche parce que rien n'attestait plus clairement l'impuissance de son auteur et que rien ne pouvait renforcer davantage la confiance de ses adversaires.

Le prince s'était fait accompagner des trois membres belges du ministère, flanqués du nonce du pape, de Reyphins et de Dotrengre. Le choix de cet entourage prouvait les illusions au sein desquelles on s'attachait encore à La Haye. Quelle naïveté de s'imaginer que le nonce pourrait en imposer aux jeunes catholiques et Reyphins et Dotrengre aux jeunes libéraux ! C'étaient des revenants que le prince amenait avec lui et qui jouèrent sans conviction le rôle de comparses.

Lui, cependant, se prodiguait. Le lendemain de son arrivée (6 octobre), il lançait une proclamation pleine de promesses. Il venait, disait-il, chargé par le roi du gouvernement des « provinces méridionales ».



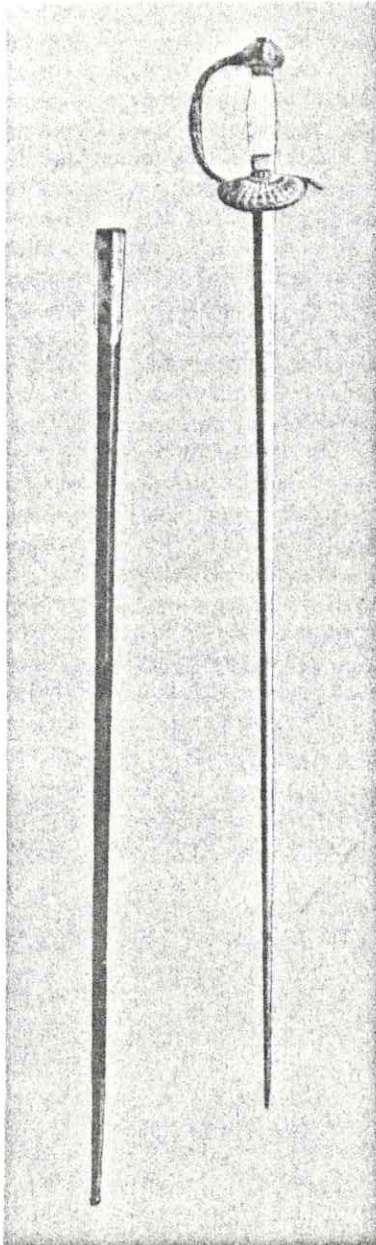
(Bruxelles, Musée Royal de l'Armée.)
(Cliché Bijteblier.)

Armes de volontaires belges (1830).
Fusil de munition hollandais employé par les volontaires; épée d'officier.

Il avait porté aux pieds du trône leur vœu pour la séparation et ce vœu avait été « accueilli ». Sa Majesté leur accordait « provisoirement » une administration distincte, exclusivement composée de Belges et dont il serait le chef. Il garantissait en même temps le libre emploi des langues, la liberté de l'instruction et une amnistie complète. Pour croire à l'effet de cette déclaration, il fallait l'incurable légèreté du prince. Il ne s'apercevait pas même qu'elle insultait la Belgique en la qualifiant de « provinces méridionales », en lui offrant ce qu'elle avait conquis, et en opposant au gouvernement qu'elle s'était donné un autre gouvernement au nom du roi. L'avant-veille même du jour où elle paraissait, le Gouvernement provisoire avait proclamé l'indépendance du pays ! Le pont sur lequel tentait de s'avancer le prince était coupé. Il n'y eut pas même un commencement de négociations. Le 7, un manifeste signé par

Félix de Mérode et van de Weyer dévoilait au peuple les intentions d'Orange, déclarait qu'il n'en serait tenu aucun compte, que les actes du roi étaient « nuls et nonavenus », et que si le prince « voulait affaiblir l'indignation publique et détourner (de lui) une solidarité qui plane sur tous les membres de la maison de Nassau », il devait donner aux troupes l'ordre de se replier au delà du Moerdijk (19).

Après une réponse aussi outrageante, il ne restait au prince qu'à s'en aller. S'il n'en fit rien, c'est qu'il n'ignorait pas qu'un petit groupe de Belges songeait à terminer la crise en lui offrant la couronne. Le gouvernement de Louis-Philippe était favorable à cette solution qui eût empêché la reconstitution des Pays-Bas (20). Le prince s'efforça d'y rallier son père. Il lui conseilla même de renoncer formellement à ses droits sur la Belgique et de lui permettre d'en assumer la souveraineté, lui promettant de tout faire pour n'être proclamé que prince souverain ou vice-roi. Il



(Bruxelles, Musée Royal de l'Armée.)

Epée du capitaine Chaltin, volontaire de 1830, titulaire de la Croix de Fer.



(Bruxelles, Bibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)

Louis-Philippe I^{er} (Paris, 1773-Claremont, 1850), roi des Français de 1830 à 1848.

Portrait gravé par Louis Henriquel-Dupont (Paris, 1797-1892) d'après le portrait de François Gérard (Rome, 1770-Paris, 1837).

lui écrivait le 11 octobre que « l'essentiel est de s'emparer du pouvoir, n'importe comment. L'ayant une fois repris, c'est comme si vous l'aviez, car nos intérêts sont les mêmes et je n'oublierai jamais que je suis l'héritier de la couronne des Pays-Bas, quoique je puisse être obligé de faire des actes qui auront l'air de ne pas m'en souvenir (21). En attendant, pour donner le change sur ses intentions, il affectait de ne s'entourer que de conseillers belges, se promenait dans les rues d'Anvers accompagné de chefs de la garde civique, affichait pour son frère, logé avec lui au palais royal, une froideur voisine de la haine, remettait en liberté Ducpétiaux, Everaert et Plélinx. Bref, sa conduite était si choquante que les officiers hollandais l'accusaient publiquement de trahison et que plusieurs d'entre eux lui refusaient le salut. Il se prêtait en même temps à de louches intrigues et écoutait les propositions de van Halen, que son ambition déçue avait brouillé avec le Gouvernement provisoire (22). On ne peut douter de l'intervention de ses agents dans une émeute qui éclata à Bruges et dans les troubles du Borinage où, au milieu d'octobre, les mineurs détruisirent les « chemins ferrés » (23) établis récemment dans les houillères.

Ces manœuvres n'eurent d'autre résultat que de le mettre en butte aux déclamations des clubs et de soulever contre lui l'indignation publique. Peut-être même contri-



Archives de la ville, archives anciennes, pièce non cotée.)

es de la liberté, comme ce Jenneval qui composa les paroles « Brabançonne » et qu'attendait une mort glorieuse au combat (18 octobre). » (Voyez le texte, p. 320.) Partition musicale de la « Brabançonne », composée par François Van Campenhout (Bruxelles, 1779-1848).

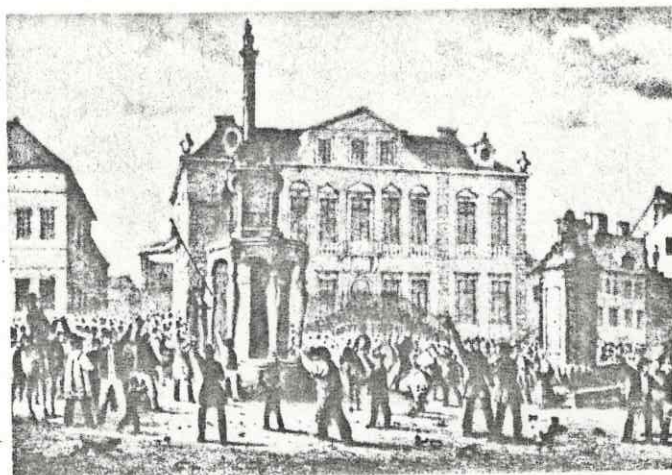
hout composa la musique de la Brabançonne sur les paroles de la chanta, au milieu de l'allégresse générale, au café de l'Aigle : la Fourche (l'enseigne de ce café est aujourd'hui la propriété d'un muséum à Bruxelles). — L'on sait que la version actuelle de l'original belge adopte les vers : Après des siècles d'esclavage... Charles Rogier en 1860. Jenneval avait composé, en 1830, trois la Brabançonne. Le premier couplet de la version définitive (Brabançonne) était ainsi libellé : Qui l'aurait cru ?... de l'arbitraire sacrant les affreux projets. — Sur nous de l'airain militaire, — lancé les boulets. — C'en est fait ! Oul, Belges, tout change, — plus d'indigne traité ! — La mitraille a brisé l'orange — Sur la Liberté. Des changements notables ont été apportés à la partition de Van Campenhout pour l'adapter aux paroles de Rogier : vingt-quatre mesures ont été démarquées. — La partition auto-éditée ci-dessus avait été donnée par Van Campenhout à son erkelien. Celui-ci en fit don aux archives de Bruxelles en 1894.

elles à hâter l'offensive de Mellinet et de Niellon vers. Le prince alors perdit la tête. S'adressant es dans un nouveau manifeste (16 octobre) : « Je ds votre situation, leur disait-il, et je vous reconme nation indépendante. Je me mets ainsi, dans nces que je gouverne, à la tête du mouvement qui e vers un idéal de choses nouveau et stable dont alité fera la force. Voilà le langage de celui qui n sang pour l'indépendance de votre sol et qui socié à vos efforts pour établir votre nationalité » (24). Et deux jours plus tard, pour prouver la de ces déclarations, il ordonnait de séparer dans es Belges des Hollandais.

conduite ne peut s'expliquer que par un coup de voyé pour enrayer la révolution, le prince pactiquement avec elle et, trahissant à la fois son 'Europe, en affirmait la légitimité et prenait l'ini-e reconnaître l'indépendance de la Belgique. Bien pleine guerre, il ne craignait pas en divisant de la désorganiser encore davantage. Il ne désa-

affolement, il croyait se relever aux yeux des Belges en se jetant à leurs pieds. La réponse qu'il reçut du gouvernement provisoire lui donna le coup de grâce (18 octobre) : « C'est le peuple qui a fait la révolution, c'est le peuple qui a chassé les Hollandais du sol de la Belgique; lui seul et non le prince d'Orange est à la tête du mouvement qui lui a assuré son indépendance et qui établira sa nationalité politique » (25). Pourtant le pauvre prince se cramponnant à ses illusions ne se décide pas à quitter la place, où il n'est plus pour ses compatriotes qu'un objet de mépris. C'est seulement le 26 octobre, le lendemain du combat de Berchem, qu'il se résigne. A quatre heures du matin, le bateau à vapeur sur lequel il s'est réfugié dès la veille, l'emporte vers la Hollande. Il n'a pas le courage d'attendre l'arrivée de ces Belges dont, dix jours auparavant, il se déclarait le chef.

LE BOMBARDEMENT D'ANVERS. — Sa retraite ne précéda que de quelques heures la prise d'Anvers. L'armée en était arrivée à ce degré de décomposition où tout effort devient impossible. Il eût suffi de ne pas ouvrir les portes pour empêcher les Belges, ne disposant que de six à huit mauvaises pièces d'artillerie et incapables de franchir les larges fossés creusés devant les remparts, de pénétrer dans la place. Mais la population devenait menaçante (26). La garde civique se mettait à fraterniser avec le peuple. Déjà des coups de feu partaient des maisons. Les soldats affolés s'abandonnant, le vieux général Chassé n'osa risquer un combat de rues. Le matin du 27, il consentit à retirer les troupes dans la citadelle à condition qu'elles ne seraient pas attaquées, et il livra les clefs de la ville. Les Belges y pénétrèrent sans coup férir. Soit qu'ils ignorassent la convention, soit qu'il fût impossible de maîtriser leur fougue indisciplinée, ils se mirent aussitôt à tirailler. Une vive fusillade fut dirigée sur l'arsenal où le septième régiment hollandais perdit 300 hommes. Les instances de Saxe-Weimar arrachèrent alors à Chassé l'ordre de bombarder Anvers. Les navires de guerre embossés dans l'Escaut appuyèrent le feu de la citadelle. Le soir, une mer de flammes, au milieu de laquelle la flèche de la cathédrale s'élevait « comme un géant noir », s'étendait sur la ville (27). Ce bombardement ne fut qu'une barbarie inutile, digne de la brutalité du soudard saxon



(Bruxelles, collection de Heyn Woeste.)

(Cliché Bijlbleter.)

Le Liégeois Delemme arborant le drapeau tricolore sur le perron de Liège, le 28 septembre 1830.

le patriotisme le plus pur et le plus
intéressé.
Je vous salue, à mon vœu affectueux pour
vous, puis-je l'exprimer de tous les
côtés.

C'est à toi d'une amitié
inaltérable.

Van Campenhout
Membre de la Brabançonne.

Le 17 décembre 1845.

Ô déception, des déceptions ! me
sentes m'ayant, depuis cent-huit, reports
en 1803, qu'après d'innombrables... la mande te
confiance, a dit : *Nicolas-Henri, dans
la confiance, a dit : ...*
la mémoire me rappelle encore : *... j'arriverai...*
Ch. ! bien, que résulte-t-il de tout ça ? C'est
à dire les mots en fait des phrases qui, entre
elles, sont pas la moindre analogie. Comme les
viens ont leur vocabulaire, les mots qui
se trouvent appartenant à tout le monde,
sont destinés à exprimer les pensées, les
sont de quiconque s'occupe de l'art d'écrire.
Travers, dans la Rhénanie, a employé la même
terminologie, les mêmes termes, les mêmes expres-

Archives de la ville, archives anciennes, pièce non cotée.)

Extrait de la lettre adressée les 15 et 17 décembre 1845
par Van Campenhout à un ami.

de la musique de la Brabançonne s'efforce de démontrer l'originalité
à composition et se défend d'avoir plagié une mélodie connue.

spira. Sans doute espérait-il terroriser les volon-
auxquels il n'avait pu résister en rase campagne
par sa défaite au détriment de la population. S'il
ompté sur la terreur, il s'aperçut bientôt qu'il s'était

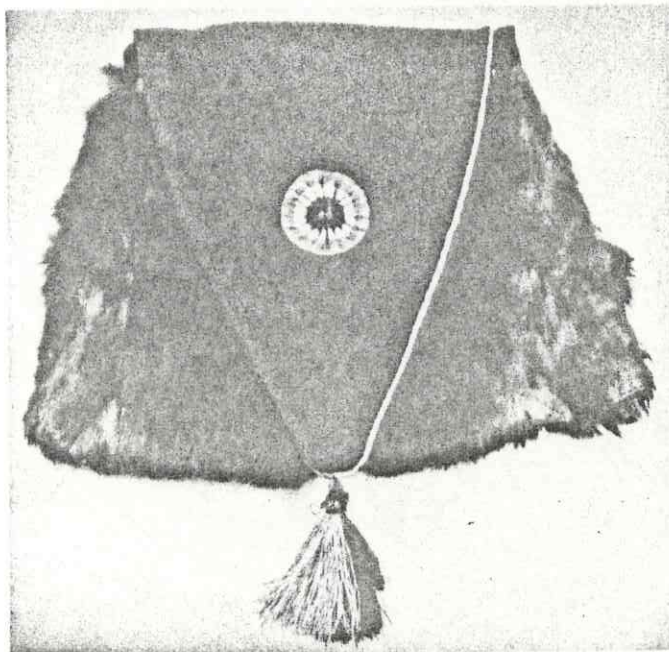
Pas un drapeau blanc ne se montra au milieu
apeaux tricolores qui flottaient de toutes parts.
Rogier signait avec Chassé un armistice indéfini.
ollandais conservaient la citadelle et les forts du
la ville était abandonnée aux Belges.

armistice clôt la phase militaire de la Révolution.
ait arrivée à son but : l'affranchissement du sol
il. Elle ne se proposait pas autre chose. Le gouver-
hollandais craignait vainement de voir les Belges
de leurs succès et de sa faiblesse pour envahir les
es du Nord : ils n'y songèrent pas. Déjà les volon-
considérant leur tâche comme terminée, regagnaient
nement leurs foyers. Ils avaient combattu pour la
non pour la conquête, et il leur suffisait d'avoir
sé l'armée royale au delà de la frontière. Sauf la
e d'Anvers, Maestricht et Luxembourg où elle
elle avait maintenu jusqu'à toutes

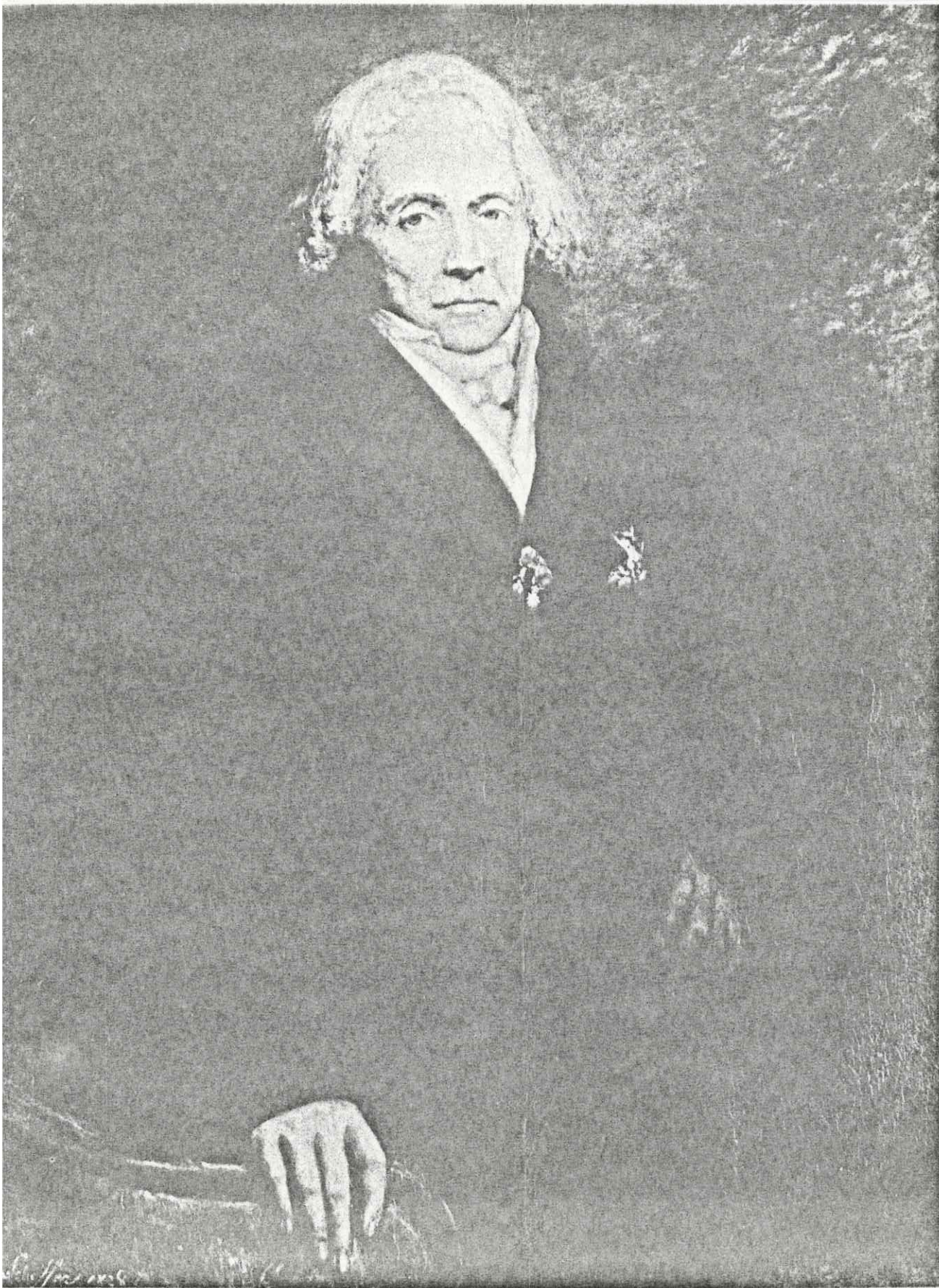
roi de l'accomplir quand il en était temps encore avait
rendu la guerre inévitable. Au reste, cette guerre n'avait
pas été dirigée contre les Hollandais. Nulle haine nation-
nale ne soulevait les Belges contre leurs voisins du Nord
dont les puissances avaient prétendu faire leurs compa-
triotes. C'est le royaume des Pays-Bas, ce n'était pas la
Hollande qui était l'ennemi.

INTERVENTION DES PUISSANCES. — En rom-
pant avec le roi, les Belges rompaient en même temps avec
l'Europe. Leur révolution fut le premier coup porté à
« l'édifice construit par les puissances alliées en 1815 ».
Elle l'ébranlait d'autant plus dangereusement qu'elle en
mettait tout à la fois en péril les résultats et les principes.
Non seulement elle renversait la barrière si soigneusement
élevée contre la France, mais elle affirmait encore, en
face des souverains, le droit des peuples à disposer d'eux-
mêmes. Ce fut une grande chose faite par un petit peuple.
En confondant la cause nationale avec celle de la liberté
politique, les Belges donnaient à leur insurrection une
portée internationale. Le sort du libéralisme et du régime
constitutionnel semblait dépendre de la lutte qu'ils avaient
entreprise. Ce n'était pas seulement l'équilibre territorial,
c'était aussi l'équilibre moral de l'Europe que leur insur-
rection mettait en jeu. Une fermentation menaçante ne
faisait que trop clairement apparaître le péril. Des troubles
éclataient dans les provinces rhénanes de la Prusse, en
Suisse, en Italie; la Pologne se préparait à prendre les
armes.

Aux inquiétudes des vainqueurs de 1815 correspondait,
en les accentuant, la joie de la France. Pour elle, la révo-
lution belge était la revanche du Congrès de Vienne. La
menace suspendue sur son territoire par l'érection du
royaume des Pays-Bas s'évanouissait. Sans tirer l'épée,
elle obtenait l'affranchissement de sa frontière du Nord
et récupérait, si l'on peut ainsi dire, la liberté de ses mou-
vements. Qu'allait-elle faire ? L'idéalisme républicain et
le souvenir de Napoléon qu'avaient réveillés tout ensem-

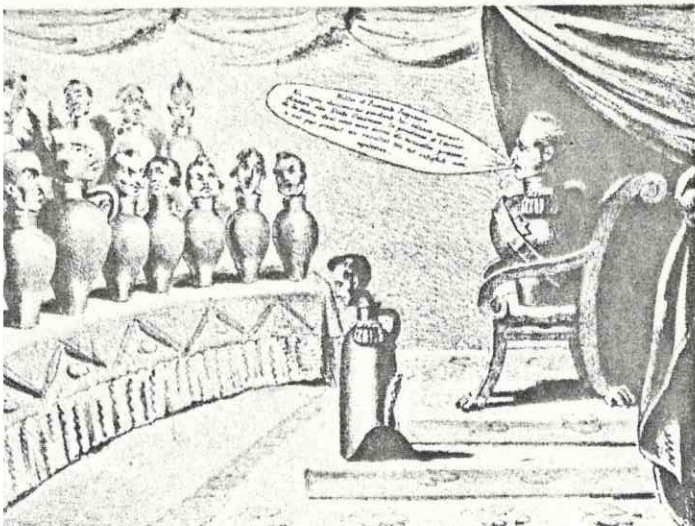


(Bruxelles, Musée de la Porte de Hal.)



7, Musée Condé.)

Charles-Maurice, duc de Talleyrand-Périgord (Paris, 1754-1838), ministre des Affaires étrangères du roi des Français Louis-Philippe 1^{er}.
Portrait peint par Ary Scheffer (Dordrecht, 1795-Argenteuil, 1858).



ibliothèque Royale, Cabinet des Estampes.)
1^{er} ouvrant à La Haye la cession des Etats-Généraux d'octobre 1830.
Lithographie satirique.

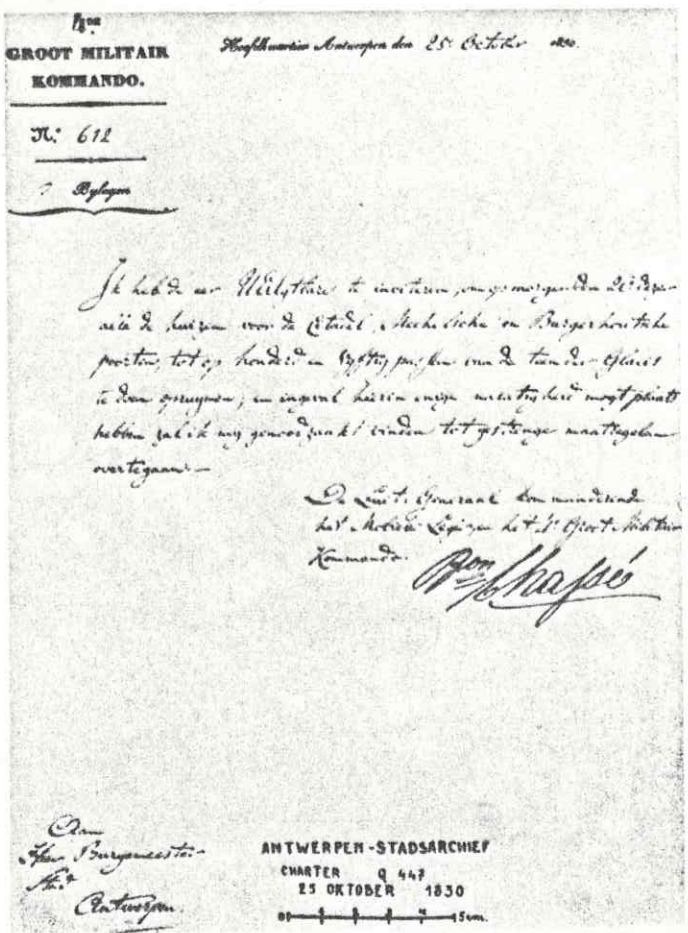
présente le roi, le prince héritier et les membres des Etats sous la forme de têtes d'hommes. Le roi est censé prononcer ces mots : « Nobles Seigneurs. Vos sages discussions pendant la séance extraordinaire des Etats de prudence et l'amour de la patrie dont vous avez donné de nouvelles preuves, ont produit un résultat qui a satisfait mon espérance. » — Lithographie anonyme d'un recueil factice intitulé *Album de la Révolution de 1830*, vol. 6, p. 63.

Puissances, étant bien entendu qu'on n'imposerait pas à la Belgique un régime dont elle ne voudrait. Dans cette voie, on faisait de la question belge une question internationale dont la solution ne dépendait que des intérêts du roi, mais des convenances de l'Europe. L'union du royaume des Pays-Bas serait, comme la naissance, le résultat d'un « européen agréé ». Guillaume eut beau supplier ses alliés de ne pas le renier et leur rappeler leurs promesses. La guerre éclata, pour cause, il affectait de ne pas s'inquiéter, l'Autriche et à la Prusse une prudence salutaire. Le 4 octobre, Metternich constatait que le royaume des Pays-Bas n'était plus viable et qu'il fallait se borner à la réunion de la Belgique à la France (29).

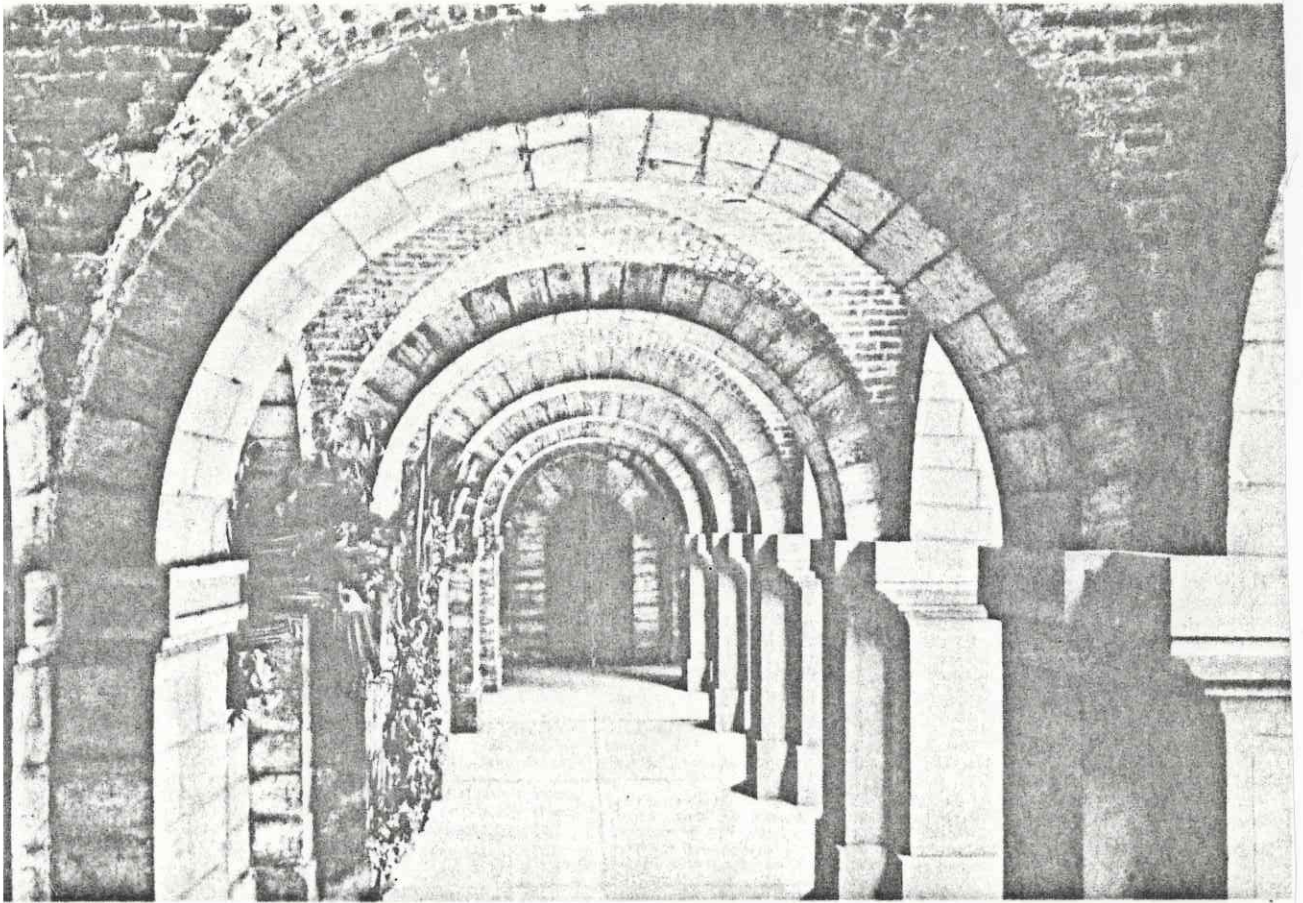
CONFERENCE DE LONDRES. — L'Angleterre n'avait pas attendu les suggestions de Molé. Après un premier mouvement de colère, elle avait repoussé l'idée d'une descente en Belgique, et il s'était arrêté un instant. Le 3 octobre, il avait invité les Puissances à se réunir à Londres en une conférence qui s'ouvrit le 4 novembre (30). Dès lors, le conflit immédiat disparaissait. La France prenait part à côté de ses anciens vainqueurs à la défense du bastion qu'ils avaient, quinze ans plus tôt, enlevé à elle. Ses intérêts furent confiés au vieux Talleyrand.

La conférence, qui fut une amère désillusion pour Guizot, renforçait en revanche la position des Belges, puisqu'elle les reconnaissait comme belligérants et établissait des rapports avec le Gouvernement provisoire. Le 15 novembre, elle décidait une suspension d'armes et le retrait des armées sur la frontière telle qu'elle existait le

Sans doute, lord Aberdeen le prenait de haut avec Sylvain van de Weyer que le Gouvernement provisoire avait envoyé à Londres. Le 7 novembre, il lui déclarait que l'Angleterre était décidée à faire respecter les traités, et il s'emportait contre les intrigues de Gendebien à Paris et le projet qu'il lui attribuait de donner la couronne de la Belgique au duc de Nemours, fils de Louis-Philippe. Les protestations du jeune diplomate lui révélèrent que ses compatriotes étaient décidés à tout pour conserver leur indépendance mais que, si on les poussait au désespoir, ils n'hésiteraient pas « à se jeter dans les bras d'une puissance voisine ». Ainsi, le sort de l'Europe était à la merci de ce petit peuple obstiné. Car il était évident que si on l'obligeait à s'offrir à la France, la France ne pourrait le repousser. Le cabinet du Palais-Royal envisageait avec terreur la possibilité d'un tel coup de tête. « Ces malheureux Belges, soupirait Madame Adélaïde, ne craignent pas la guerre » (31). Mais autour d'eux, tout le monde la craignait et, sauf le tsar qui se déclarait décidé à envoyer une armée dans les Pays-



(Anvers, Archives de la ville, C.q. 447.)
Lettre du baron Chassé, commandant la garnison hollandaise d'Anvers, invitant le bourgmestre à faire débayer pour le lendemain les maisons situées à cent cinquante pas des glacis de la citadelle, de la porte de Malines et de la porte de Borgerhout (Anvers, 25 octobre 1830). Le général menace de prendre des sanctions sévères en cas de négligence.



Crypte du monument de la Place des Martyrs, à Bruxelles.

(Cliché A.C.L.)

ment d'une fosse destinée à abriter « les restes de citoyens morts dans les mémorables journées de septembre » et l'érection d'un monument érigé furent décidés par la Commission administrative le 25 septembre 1830. Le 4 octobre de la même année, le doyen de Sainte-Gudule bénit, et, le 4 décembre, le président du Congrès national, Surllet de Chokier, posait la première pierre du monument. L'inauguration eut lieu le 4 décembre 1838. Dix ans plus tard, le sculpteur Geefs en acheva la décoration. Les noms des Belges morts pour l'indépendance sont gravés sur des plaques disposées dans la crypte.

onne n'osait prendre la responsabilité d'une catastrophe universelle. En vain Guillaume avait-il témoigné, le 4 octobre, devant les Etats-Généraux, sa confiance en ses alliés, en vain Thorbecke s'efforçait-il de dire que l'indépendance de la Belgique serait « la catastrophe de l'Europe ». Dès le 10 novembre, Wellington déclara à Weyer que l'Angleterre n'interviendrait pas, ne pouvait empêcher la réunion du pays à la France, et ne pouvait plus tard, à la Chambre des Représentants, Brignon sommonarques de la Belgique de choisir un gouvernement, et de ne pas mêler d'une affaire qui concernait que

sance par l'Europe de l'indépendance nationale que le Gouvernement provisoire avait affirmée dès le 4 octobre. Il était dur sans doute d'accepter l'armistice imposé par la Conférence, de laisser Maestricht, Luxembourg et la citadelle d'Anvers aux mains des Hollandais et, en évacuant la Flandre Zélandaise, de renoncer à l'espoir d'appuyer la frontière à l'Escaut Occidental. Mais outre que le peuple, qui n'avait pris les armes que pour s'affranchir,

se montrait impatient de les déposer, c'eût été une faute impardonnable que de se continuer dans une intransigeance qui eût été une provocation à l'égard de la Conférence et qui eût aliéné à la Belgique la sympathie des libéraux de tous les pays.

L'acceptation de la suspension d'armes par le Gouvernement provisoire (21 novembre) le mit dans une posture d'autant meilleure que Guillaume n'y consentit pour sa part



(Bruxelles, Bibliothèque Royale, Cabinet des Médailles.)

Médaille commémorant l'adoption des trois couleurs nationales.

Au droit (à gauche sur la planche) : le lion belge; dans un ceinturon, la légende : L'UNION FAIT LA FORCE; et la signature de l'auteur VEYRAT FÉCIT. Au revers (à droite), la légende : LES TROIS COULEURS ADOPTÉES PAR LE PEUPLE BELGE ET LÉGITIMÉES PAR LA VICTOIRE SONT

SUSPENSION D'ARMES. — L'attitude des puissances occidentales, sous la menace d'une intervention armée, assurait momentanément la suspension de la révolution, et

NOTES

(1) Pour éviter une annotation inutile, il suffira de renvoyer ici le lecteur aux sources que j'ai surtout utilisées pour le récit des combats de Bruxelles. Ce sont les *Esquisses historiques de la Révolution de la Belgique*, p. 252 et suiv.; les *Mémoires du lieutenant-général Pletinckx* (Buffin, *Mémoires et documents inédits*, t. I, p. 314 et suiv.); le *Journal du lieutenant-général de Constant Rebecque* (*Ibid.*, t. II, p. 32 et suiv.); la *Relation d'un témoin oculaire* (*Ibid.*, t. II, p. 462); les rapports de l'agent anglais Cartwright à lord Aberdeen (*Gedenkstukken 1830-1840*, t. I, p. 31 et suiv.).

(2) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. II, p. 22-24.

(3) Voy. la liste des décorés de la Croix de fer jointe à l'arrêté royal du 2 avril 1835. Cf. De Bavay, *op. cit.*, p. 35, 114, 150, 184, 380, 392, 478, 638.

(4) Willemsen, *Les événements de 1830 à Saint-Nicolas* (Saint-Nicolas, 1905).

(5) L'effectif des colonnes d'attaque se montait à 8.900 hommes, dont 4.700 furent dirigés sur la porte de Shaerbeek.

(6) Discailles, *Charles Rogier*, t. II, p. 24.

(7) De Bavay, *op. cit.*, p. 178. Juste, *Révolution Belge*, t. II, p. 140, estime le nombre des tués à plus de 400 pour les Belges et à plus de 750 pour les Hollandais. Pour ces derniers, les chiffres que je donne, et auxquels il faut ajouter celui de 165 prisonniers, sont empruntés aux documents officiels utilisés par Buffin, *Documents*, p. 192.

(8) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. IV, p. 173. Cartwright, *loc. cit.*, p. 68, dit aussi : « The resistance of the people has been far beyond all example save perhaps of Saragossa ».

(9) Voy. à cet égard une lettre de Gendebien à de Potter dans Juste, *Révolution Belge*, t. II, p. 192.

(10) *Histoire de Belgique*, t. IV, 2^e édit., p. 103.

(11) Le récit quoique sans doute un peu emballé que Chazal a donné de cet épisode dans ses *Mémoires* (Buffin, *op. cit.*, t. I, p. 131 et suiv.) est très caractéristique de l'état de découragement et de désarroi des autorités.

(12) « Es ist erstaunlich, écrit le général prussien von Goedeke, welch ein einheitlicher Wille in dieser Revolution kundgibt ». Mullendorf, *Das Grossherzogthum Luxemburg unter Wilhelm I*, p. 205. L'Allemand J. F. Staedtler constate « qu'il y a dans toutes les têtes une exaltation patriotique dont aucun pays peut-être n'offrirait l'exemple dans les mêmes circonstances », Buffin, *Documents*, p. 204.

(13) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 20. Cf. le rapport de Cartwright, *Ibid.*, t. I, p. 136. Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. II, p. 90 et suiv. (Paris, 1859). Il est assez probable que l'on a exagéré l'importance des secours pécuniaires envoyés de Paris à Bruxelles. Le ministre russe Gourieff donne comme une preuve de ceux-ci le grand nombre de pièces de 5 francs nouvellement frappées qui circulent dans la ville (*Gedenkstukken*

par le fait que le 31 août précédent, la Société Générale, craignant de devoir faire face à cause des troubles, au remboursement de ses billets, avait demandé à la banque Rothschild de lui envoyer un million de francs en espèces françaises. *La Société Générale de Belgique*, p. 31.

(14) Voy. son portrait dans Gagnon, *op. cit.*, t. II, p. 73.

(15) Cf. à ce sujet, outre les *Mémoires de Pletinckx*, l'*Histoire des événements militaires de la Révolution en Belgique* par Niellon (Bruxelles, 1868) et le *Journal de campagne du comte Frédéric de Mérode par Pierre Peeters*, son compagnon d'armes, dans les *Souvenirs du comte F. de Mérode*, t. II, p. 215 et suiv.

(16) Discailles, *Charles Rogier*, t. II, p. 32. Cf. Niellon, *op. cit.*, p. 299.

(17) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 21.

(18) « Le parti du prince d'Orange est nombreux parmi tous ceux qui souffrent par la stagnation complète des affaires ou qui craignent de grandes pertes dans leurs propriétés immobilières; mais ce ne sont pas là les hommes qui décident de la marche des événements dans une révolution comme celle-ci. » Staedtler, *loc. cit.*, p. 242.

(19) *Gedenkstukken 1830-1840*, p. 165.

(20) *Ibid.*, t. I, p. 97 et suiv.

(21) *Ibid.*, t. III, p. 406.

(22) *Ibid.*, t. IV, p. 493. Voy. la défense que van Halen a essayé de donner de sa conduite dans *Les quatre journées de Bruxelles* (Bruxelles, 1831).

(23) Van Halen, *Les quatre journées*, p. 109, 126.

(24) *Ibid.*, t. I, p. 130. Cf. de Gerlache, *op. cit.*, t. II, p. 75.

(25) De Gerlache, *op. cit.*, t. II, p. 75.

(26) Pour les événements d'Anvers, voy. la relation orangiste publiée par Buffin, *op. cit.*, t. II, p. 177 et suiv.

(27) Von Gagnon, *op. cit.*, t. II, p. 106. Sur ces événements, outre les détails qu'il donne, *ibid.*, p. 87 et suiv., voy. R. Starklof, *Das Leben des Herzogs Bernhard von Sachsen-Weimar-Eisenach*, t. I, p. 306 et suiv. Il résulte de ce récit que Chassé ne se décida à faire bombarder la ville que sur les instances de Saxe-Weimar. Gagnon, *loc. cit.*, p. 106, décrit aussi ses scrupules. « Hertog, dat repugnert mij », aurait-il répondu avant de se décider. Sur le bombardement d'Anvers, voy. quelques détails nouveaux dans R. Fruin, *Beschrijving eener verzameling stukken betrekking hebbende op generaal Chassé. Verslagen omrent' s Rijks oude archieven*, 1923.

(28) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. I, p. 95.

(29) *Gedenkstukken 1830-1840*, t. III, p. 166. Cf. *Ibid.*, p. 182.

(30) K. Hampe, *Das Belgische Bollwerk*, p. 34.